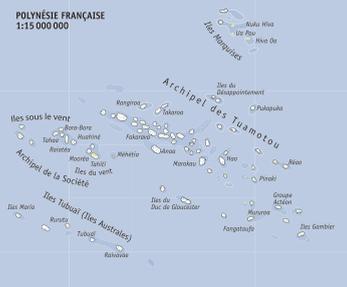




POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 145 - Statistiques au 31/12/2010

*Synthèse de la
conjoncture
en Polynésie française*

1 - Conjoncture internationale et nationale du 4^e trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale toujours hésitante

Au quatrième trimestre 2010, l'économie mondiale a continué de se redresser mais plus lentement qu'au cours du premier semestre. Dans les économies avancées, le rythme de la croissance a été moins rapide qu'en début d'année et les hausses de prix sont restées modérées ; la progression de l'activité est toujours forte dans les économies émergentes, malgré une décélération au dernier trimestre, mais les poussées inflationnistes se sont accentuées.

Le PIB des États-Unis a progressé de 3,2% en rythme annualisé¹ au cours du quatrième trimestre 2010, après +2,6%² au troisième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une reprise de la demande intérieure et la poursuite de l'atténuation du déficit commercial imputable à une hausse des exportations et à un fléchissement des importations. Le taux de chômage a très légèrement diminué pour atteindre 9,4% de la population active en décembre. Portée par la hausse des coûts de l'énergie, la hausse des prix a progressé pour s'établir à 1,5% en décembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

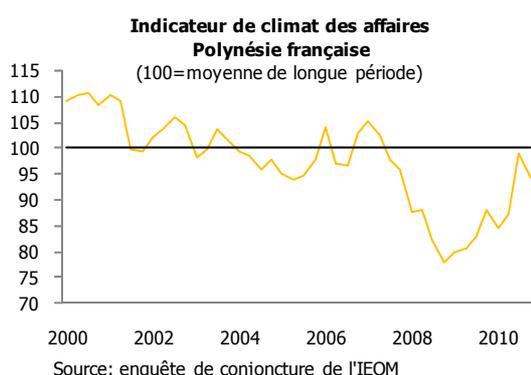
Au Japon, la fin des programmes de soutien à la consommation et la baisse des dépenses d'investissement public ont entraîné une baisse du PIB de 0,3% durant le quatrième trimestre, après +0,8% au troisième trimestre. Les exportations sont touchées par la flambée du yen. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1%.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique est restée soutenue mais les prix ont continué d'augmenter sous l'effet des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 9,8% en volume³ en rythme annualisé au quatrième trimestre.

La croissance dans la zone euro reste modérée : le PIB s'est accru de 0,3% au quatrième trimestre, comme au troisième trimestre 2010. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a continué de progresser : + 2,2% fin décembre 2010 (en glissement annuel) contre 0,9% un an auparavant. Le taux de chômage dans la zone atteint 10,0% en décembre 2010, soit une légère baisse par rapport à septembre (10,1%). La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1%.

En France, le PIB a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010, soit pour l'ensemble de l'année une croissance de 1,5 %, après une chute de 2,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est accélérée (+0,9% contre 0,5% au troisième trimestre) et l'investissement des entreprises est reparti après le ralentissement du troisième trimestre (+0,6% contre +0,4% au trimestre précédent). L'amélioration du solde commercial a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et par la hausse saisonnière des prix des services et des produits frais ; sa progression en glissement annuel s'établit à 1,8%. Malgré une légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+0,2%), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,4% sur le trimestre.

2 - Conjoncture en Polynésie française au 4^e trimestre 2010



Repli de l'activité

Comme l'indiquaient les prévisions, l'appréciation positive des chefs d'entreprises sur l'activité des deuxième et troisième trimestres 2010 ne s'est pas confirmée au dernier trimestre. L'Indicateur de climat des affaires se dégrade (-5 points) sur les trois derniers mois de l'année, principalement en raison des soldes d'opinion relatifs aux anticipations du premier trimestre 2011.

L'absence de perspectives ressentie par les chefs d'entreprises sondés s'exprime à travers les prévisions d'investissement, qui sont en baisse sensible.

Si la situation de trésorerie des entreprises est toujours tendue, elle s'améliore légèrement sur le trimestre grâce à la poursuite de l'allègement des stocks et en dépit d'une dégradation des délais de paiement. En dépit de quelques signes favorables sur la demande externe (cf. l'orientation positive du tourisme), l'activité économique est pénalisée par la faiblesse de la demande interne. La consommation des ménages est atone. De plus, les retards pris dans le vote du budget 2011 de la Collectivité limitent les marges de manœuvre du gouvernement sur l'orientation des dépenses publiques et altèrent la visibilité des entreprises à moyen terme.

¹ Soit +0,8% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

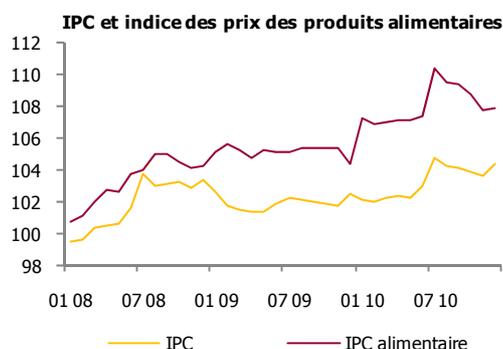
³ Soit 2,4% par rapport au trimestre précédent

Synthèse de la conjoncture

Ce pessimisme épargne toutefois deux secteurs, le tourisme et les services marchands, qui jugent favorablement leur activité sur les trois derniers mois de l'année.

Les anticipations pour le premier trimestre 2011 laissent augurer une baisse sensible de l'activité qui pourrait conduire à des compressions de personnel.

Progression contenue des prix



Sources : ISPF

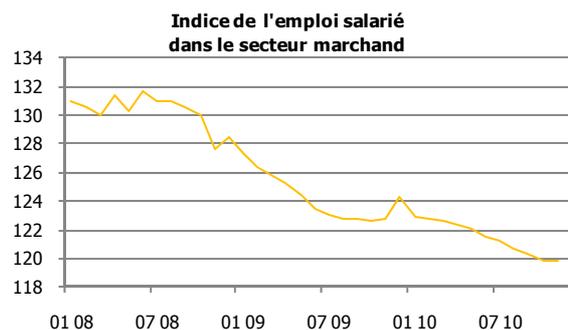
Entre septembre et décembre 2010, l'indice des prix à la consommation (IPC) se stabilise (+ 0,1 %), le repli des prix des produits alimentaires (- 1,4 %) et des produits manufacturés (- 0,5 %), étant compensé par la progression des tarifs des services (+ 1,7 %)¹.

A fin décembre 2010, l'IPC s'accroît de 1,7 % en glissement annuel (+2,1 % en septembre), stimulé par la hausse des prix dans l'alimentaire (+3,3 %) et du poste « combustibles, énergie » qui contribue à plus de 30 % de l'évolution globale. L'évolution des prix des produits manufacturés (+0,7 %) et des services (+1,6 %) s'avère plus modérée.

Orientation toujours baissière de l'emploi

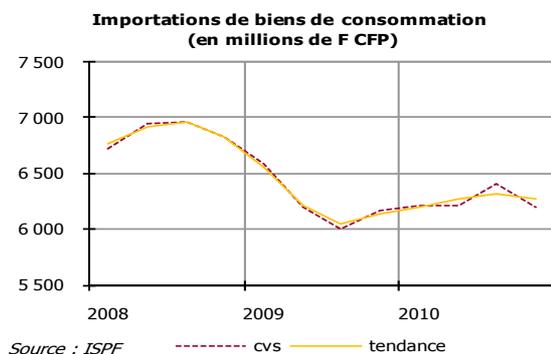
L'indice de l'emploi salarié marchand de novembre s'inscrit en baisse de 2,3 % en glissement annuel : hormis les services (hors hôtellerie et commerce) qui stagnent, l'ensemble des secteurs est concerné, le BTP étant plus particulièrement touché (- 9,7 %).

En novembre 2010, la détérioration de l'indice global s'atténue (- 0,7 % sur trois mois). Cette meilleure orientation est corroborée par les résultats de l'enquête de conjoncture qui font état d'un arrêt de la baisse des effectifs sur les deux derniers trimestres de 2010. Néanmoins, les chefs d'entreprises se montrent beaucoup plus circonspects quant à l'orientation de l'emploi au premier trimestre 2011.



Source : ISPF

Faiblesse persistante de la consommation des ménages



Source : ISPF

--- cvs — tendance

Nonobstant la période des fêtes, la consommation des ménages semble faible au quatrième trimestre 2010. L'opinion négative des dirigeants du commerce sur leur activité est confortée, d'une part, par la baisse des importations de biens de consommation de 3,3 % en valeur sur le trimestre (données cvs²), dont notamment celles des biens d'équipement ménager (-15 %) et d'habillement (- 19 %), d'autre part, par la contraction de 0,7 % de l'encours des crédits de trésorerie aux particuliers³ entre septembre et décembre 2010.

¹ L'indice relatif aux transports aériens progresse de 15,5 % sur la période.

² Corrigées des variations saisonnières.

³ D'après les statistiques issues des banques locales.

Synthèse de la conjoncture

Investissement en perte de vitesse

Le regain d'optimisme observé au troisième trimestre n'a pas perduré en fin d'année. Les prévisions d'investissement sont de nouveau en recul. L'encours des crédits à l'équipement des entreprises¹ s'inscrit en baisse de 3,1 % par rapport au trimestre précédent (- 8,7 % en glissement annuel). Quant à la progression de 11,4 % (données cvs) des importations de biens d'équipement, elle provient essentiellement d'éléments exceptionnels².

L'investissement des ménages, grâce aux mesures gouvernementales de soutien à l'accession à la propriété, semble se maintenir, comme l'illustre l'augmentation de 50,3 % sur le trimestre de la production de prêts au logement des banques de la place. Toutefois, si l'encours des crédits à l'habitat des particuliers³ augmente de 0,7 % sur le trimestre, son rythme de hausse annuelle ne cesse de ralentir (+ 1,9 % en décembre contre + 2,8 % en septembre).

Diminution des échanges extérieurs

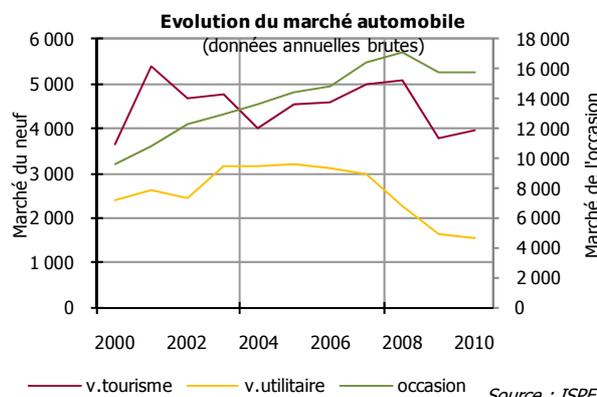
Au quatrième trimestre 2010, tant les importations (- 3 %, données cvs) que les exportations (- 31,4 %, cvs) se contractent. En raison du poids relatif des importations vis-à-vis des exportations, le solde du commerce extérieur s'améliore mécaniquement (- 34,7 milliards de F CFP contre -37,7 milliards au troisième trimestre 2010).

Une fin d'année décevante

Après un troisième trimestre apparemment porteur, la tendance s'est inversée sur les trois derniers mois de 2010. La faiblesse du courant d'affaires est notamment illustrée par le recul de la consommation d'électricité moyenne tension qui s'affiche en baisse de 2,2 % (CVS) au quatrième trimestre 2010.

Touchée au premier chef par l'atonie de la demande des ménages, l'activité du **commerce** se replie en fin d'année 2010, en dépit des efforts consentis sur les prix de vente. Les responsables du secteur n'anticipent pas d'amélioration pour le début 2011 et continuent d'ajuster leurs stocks de marchandises à la baisse.

L'anticipation de la fin de la prime à la casse a entraîné une hausse des immatriculations de véhicules neufs de 3,8 % par rapport au trimestre précédent (données cvs) ; cette mesure aura permis la sortie du parc automobile de 700 véhicules anciens. Les concessionnaires soulignent toutefois que les performances sur l'année entière sont médiocres ; les ventes sur le segment du neuf sont en hausse de 1,7 % en glissement annuel, mais elles sont en fort retrait par rapport à 2008 (- 24,7 %) et se concentrent sur les petites cylindrées au détriment des pick up (- 18 % en moyenne annuelle entre 2008 et 2010 contre - 11 % pour les voitures de tourisme). Le marché de l'occasion, stagnant sur l'année (+ 0,1 %), est également en repli par rapport à 2008 (- 7,6 %).



Les dirigeants de l'**industrie** font état d'une conjoncture dégradée au quatrième trimestre 2010 et anticipent une poursuite de la tendance sur les trois premiers mois de 2011. En conséquence, la baisse des stocks se poursuit, comme en témoigne la stagnation des importations de biens intermédiaires sur le trimestre (+ 0,2 % données cvs). Les intentions d'investissement à l'horizon d'un an, qui semblaient se dessiner au trimestre précédent, disparaissent sur les trois derniers mois de 2010.

Le quatrième trimestre a été peu propice pour le **secteur primaire**. Le volume de production de coprah se contracte pour le deuxième trimestre consécutif, - 14,9 % en données cvs, après - 11,7 % au troisième trimestre. Dans les secteurs tournés vers l'export, la tendance est également baissière, notamment pour la vanille (- 67,3 % en volume) et les perles brutes qui accusent -75 % en valeur. En revanche, le tonnage de poisson exporté progresse de 9,2 % (données cvs), grâce aux poissons congelés.

¹ D'après les statistiques issues des banques locales.

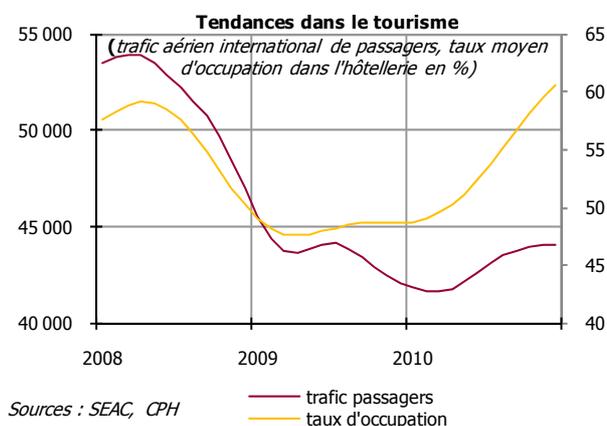
² Il s'agit d'importations de produits électriques et électroniques : groupes électrogènes (0,8 milliard de F CFP) et convertisseurs statiques (0,4 milliard de F CFP).

³ D'après les statistiques issues des banques locales.

Synthèse de la conjoncture

Comme aux trimestres précédents, l'activité dans le **BTP** souffre de l'absence de réelles perspectives, ce qui amène les entrepreneurs à contenir le recours à la main d'œuvre et à comprimer leurs prix de vente pour obtenir des chantiers, au demeurant plus rares, notamment dans les travaux publics. Sur le dernier trimestre 2010, les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement reculent de 0,3 % (données cvs).

Face à cette situation, les chefs d'entreprises préfèrent limiter leurs stocks de matières premières, ce que corrobore l'évolution sur le trimestre des importations de ciment (- 13 % en données cvs), de bois transformé (- 12,8 %) et de carrelage (- 17,5 %).



Le **tourisme** est moins touché par la morosité ambiante : les responsables de l'hôtellerie se montrent satisfaits de leur courant d'affaires sur la seconde partie de l'année. Les adhérents du Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) observent une amélioration de leur taux moyen d'occupation (61,5 % au quatrième trimestre 2010 contre 49,4 % un an auparavant)¹. En revanche, le trafic international de passagers à l'aéroport de Tahiti Faa'a diminue de 2,1 % sur le trimestre (données cvs). Selon les estimations des professionnels du secteur, la fréquentation touristique devrait accuser une baisse de 3 % à 5 % au terme de l'année 2010 contre - 18 % en 2009.

Alors qu'une embellie paraît poindre pour ce secteur, le gouvernement polynésien met l'accent sur la promotion de la destination. Depuis janvier, une campagne de communication de trois mois est menée sur le marché nord-américain, mettant l'accent sur des sites Internet de référence en matière de voyages. En février, le ministère du tourisme a multiplié les déplacements pour mettre en place des partenariats avec le Japon (Atout France, Chambre de commerce et d'industrie française au Japon) visant à améliorer la pénétration sur le marché japonais très concurrentiel.

Les **services aux entreprises** ont bénéficié d'un courant d'affaires favorable au dernier trimestre 2010 mais cette bonne orientation ne devrait pas se poursuivre. Cette situation est positive pour l'emploi dans le secteur, ainsi qu'en atteste la progression de 0,4 % sur le mois de novembre de l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand pour la catégorie «autres services » (hors commerce et hôtellerie).

¹ Cette performance doit être tempérée par la baisse de l'offre de chambres, consécutive à la fermeture d'établissements en cours d'année.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	<i>12</i>
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	<i>15</i>
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages.....	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages.....	15
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	15
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques.....</i>	<i>17</i>
1.3.1 L'emploi.....	17
1.3.2 Les prix	17
1.3.3 Les salaires.....	18
1.3.4 Le commerce extérieur	18
1.3.5 L'énergie	19

2. Analyse sectorielle

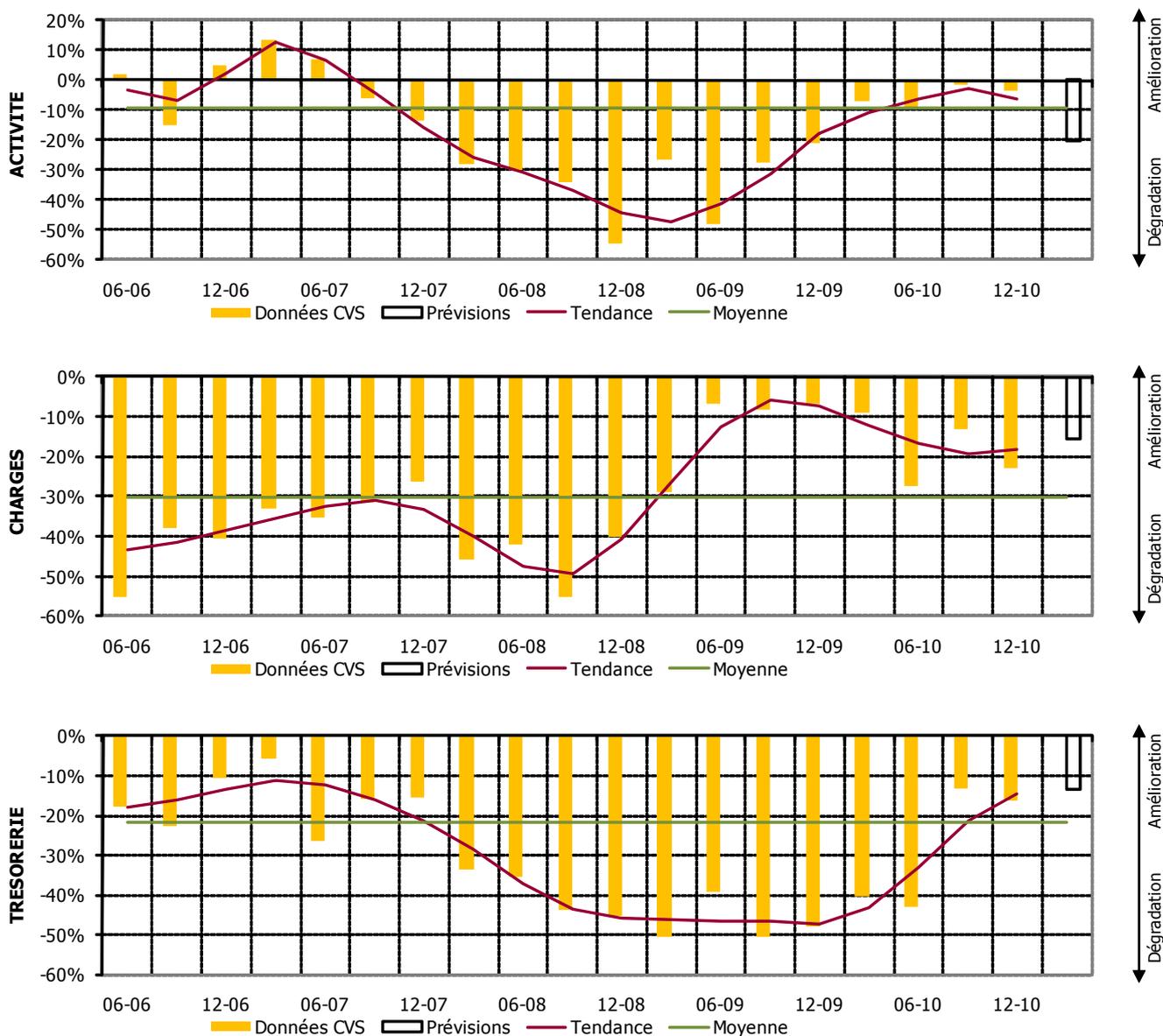
<i>2.1 Secteur primaire</i>	<i>20</i>
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	<i>22</i>
<i>2.3 Bâtiment et travaux publics</i>	<i>24</i>
<i>2.4 Commerce</i>	<i>26</i>
<i>2.5 Hôtellerie – Tourisme</i>	<i>30</i>
<i>2.6 Services marchands</i>	<i>32</i>

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2010¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 25,5 %³



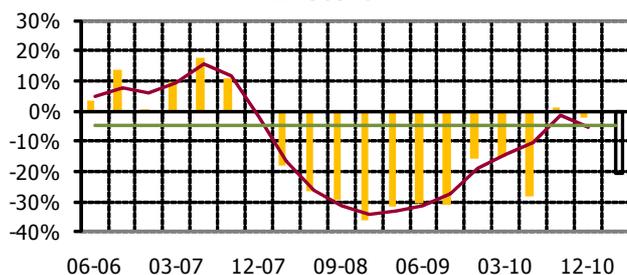
¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 201 entreprises dont 170 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigés des variations saisonnières.

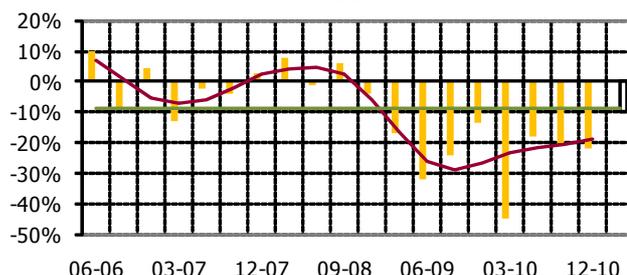
³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 30 juin 2010.

1.1 Les entreprises

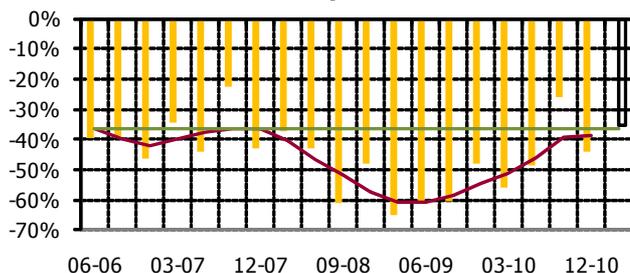
Effectifs



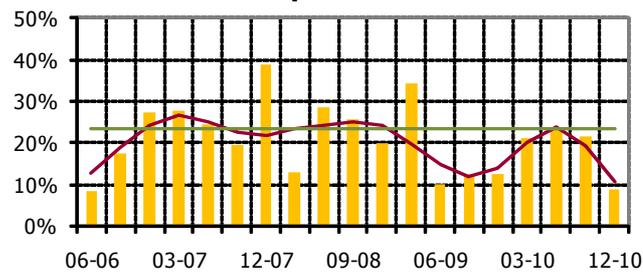
Prix



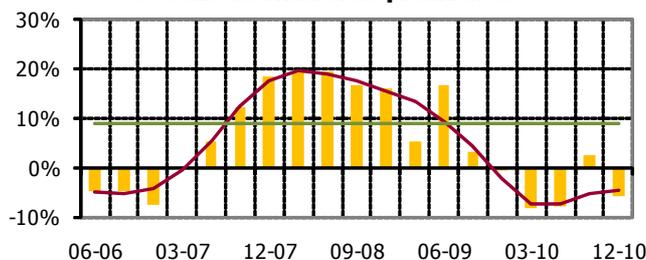
Délais de paiement



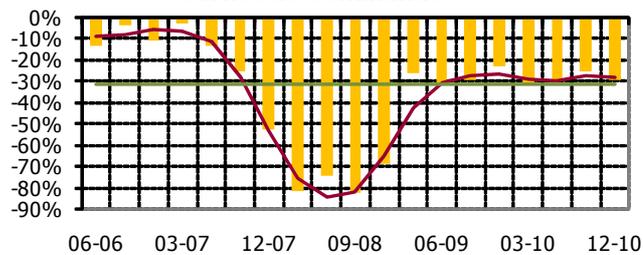
Stocks de produits finis



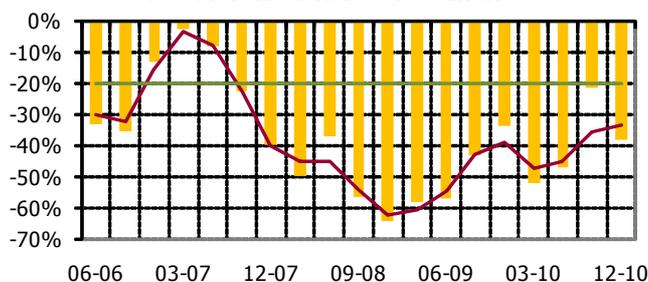
Stocks de matières premières



Carnet de commande

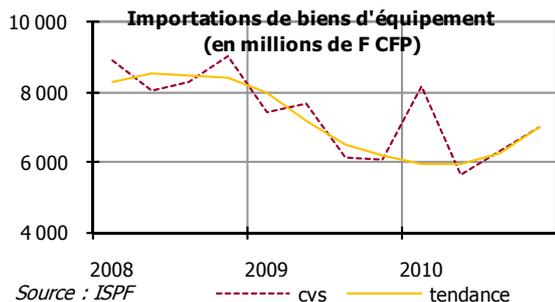


Prévisions d'investissement

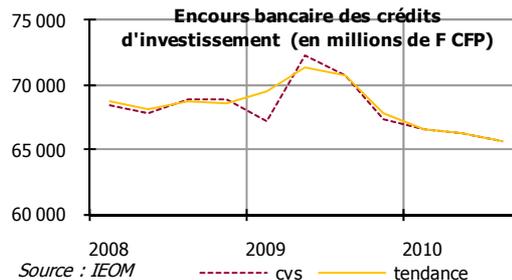


1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Les biens d'équipement professionnels



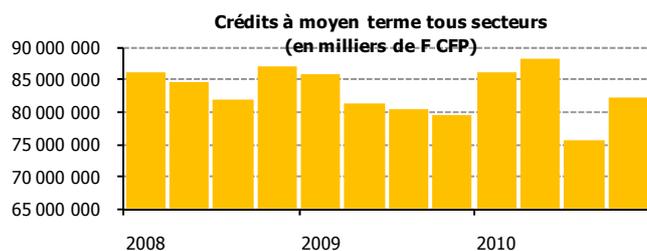
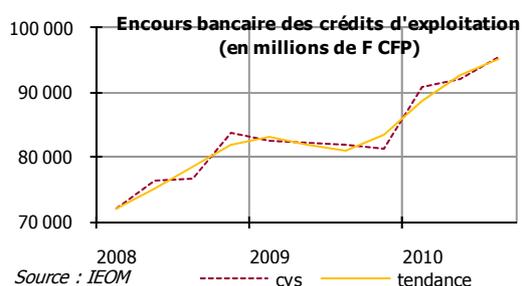
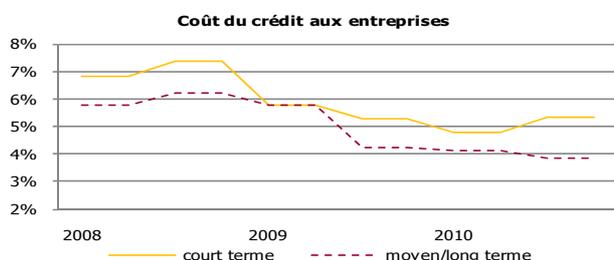
Le financement des investissements



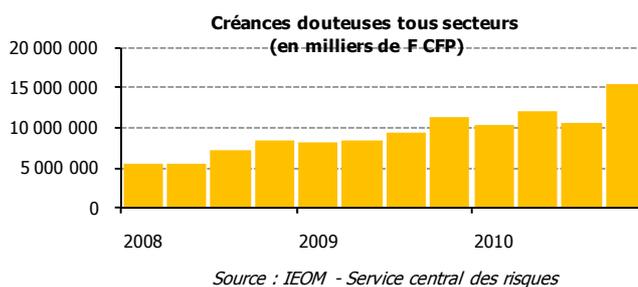
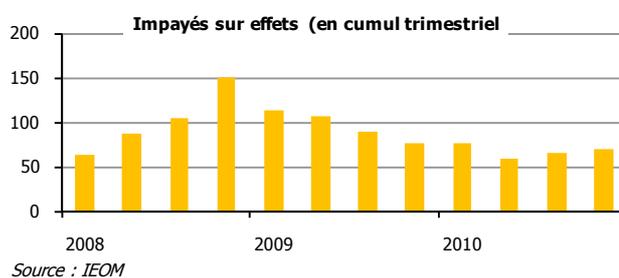
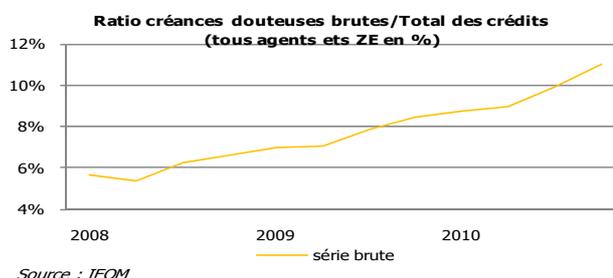
1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

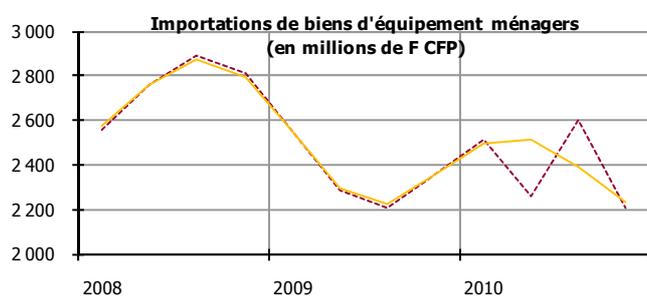


Les indicateurs de vulnérabilité



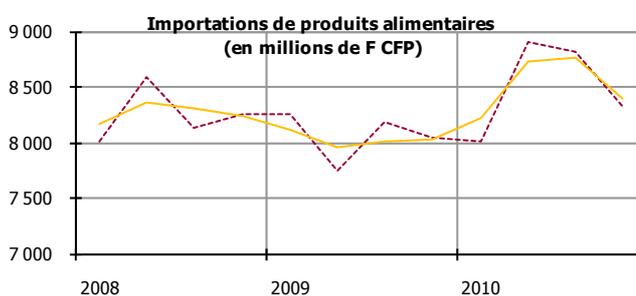
1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages



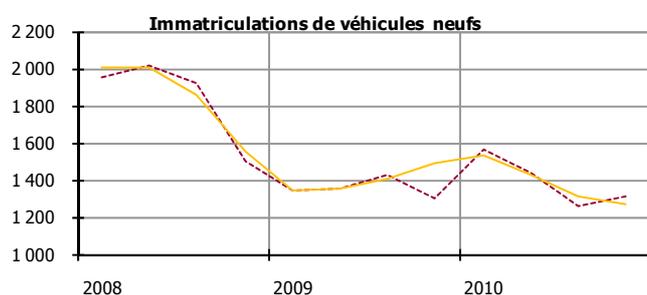
Source : ISPF

--- cvs — tendance



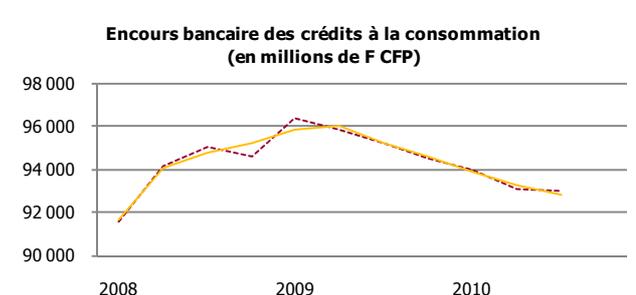
Source : ISPF

--- cvs — tendance



Source : ISPF

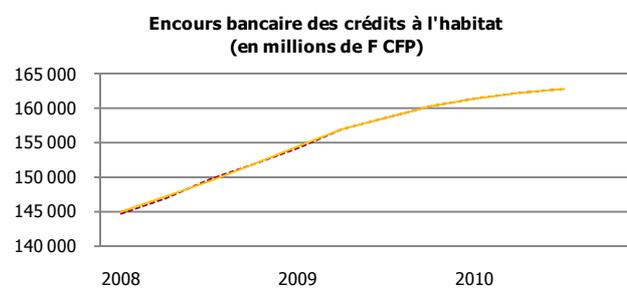
--- cvs — tendance



Source : IEOM

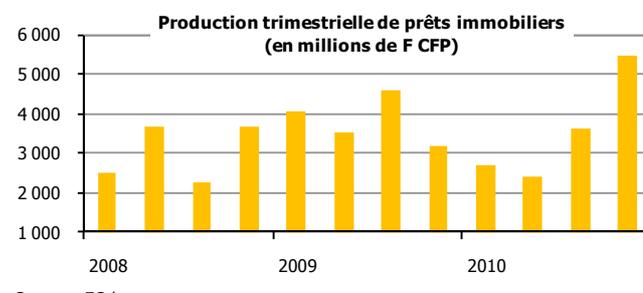
--- cvs — tendance

1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



Source : IEOM

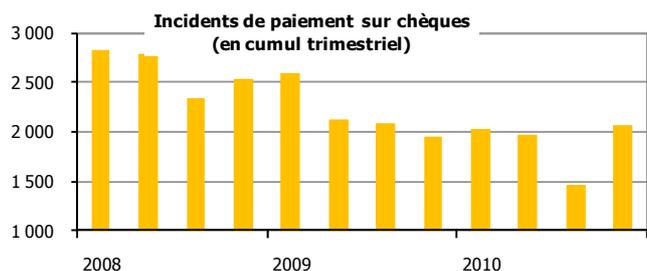
--- cvs — tendance



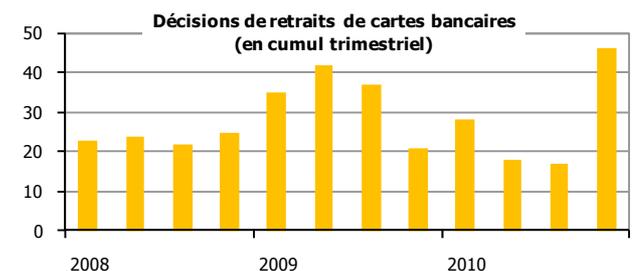
Source : EC locaux

1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

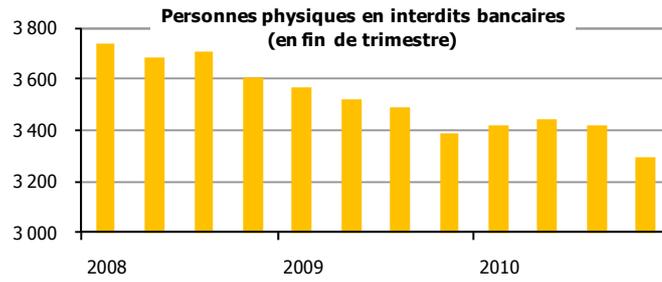


Source : IEOM

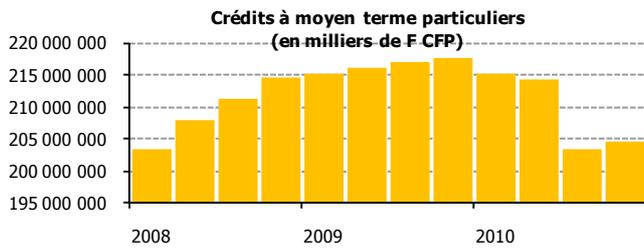


Source : IEOM

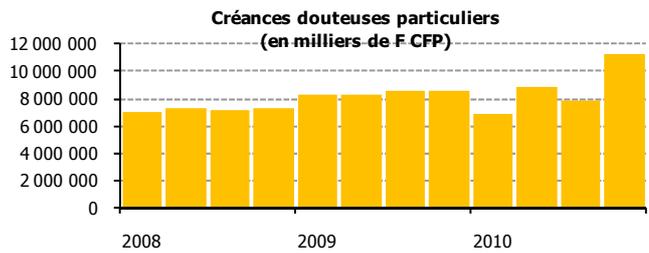
1.2 Les ménages



Source : IEOM



Source : IEOM - Service central des risques

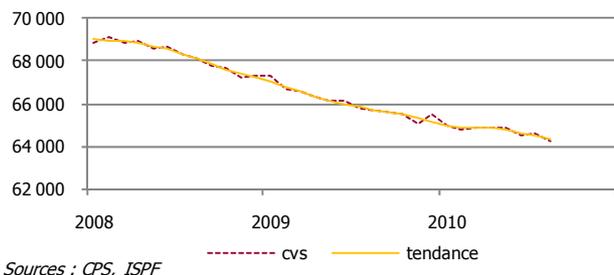


Source : IEOM - Service central des risques

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

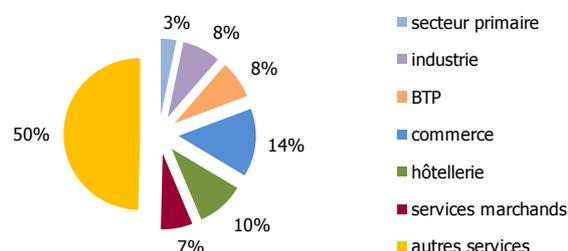
1.3.1 L'emploi

Nombre de salariés déclarés mensuellement à la CPS



Sources : CPS, ISPF

Répartition au 30 juin 2010



EMPLOI

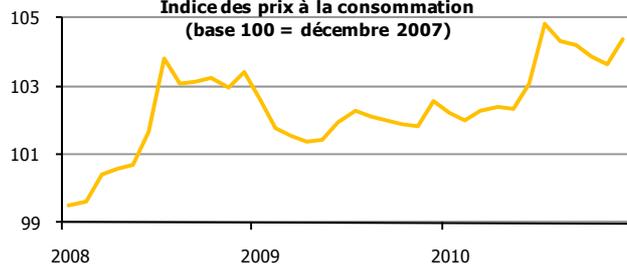
(Source : CPS)

Nombre de salariés déclarés à la CPS

	août-09	juin-10	juil-10	août-10	▲ mens.	▲ en glisst annuel
Nombre de salariés déclarés à la CPS	65 991	64 771	64 000	64 570	0,9%	-0,3%

1.3.2 Les prix

Indice des prix à la consommation
(base 100 = décembre 2007)



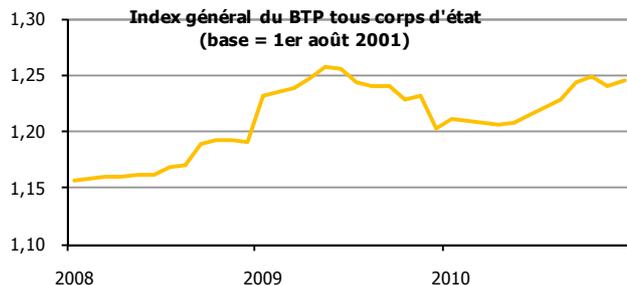
Source : ISPF

Variation en glissement annuel
de l'indice des prix à la consommation



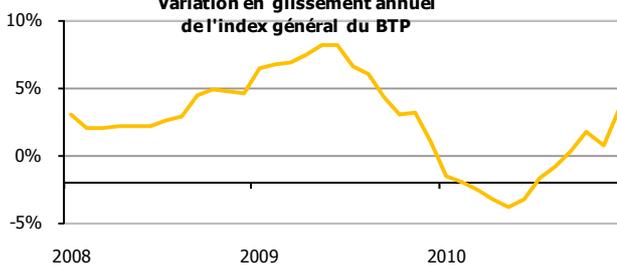
Source : ISPF

Index général du BTP tous corps d'état
(base = 1er août 2001)



Source : ISPF

Variation en glissement annuel
de l'index général du BTP



Source : ISPF

PRIX

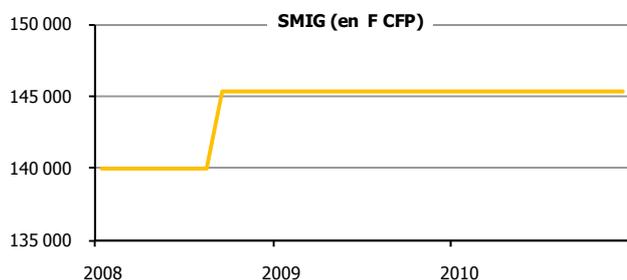
(Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation
(base 100 : décembre 2007)

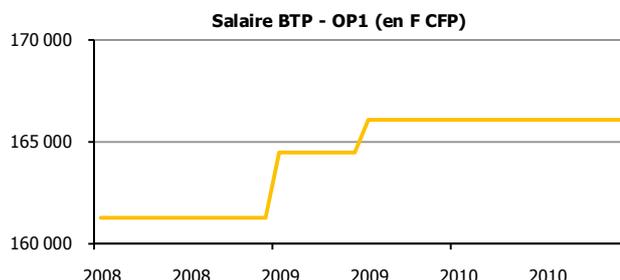
	déc-09	oct-10	nov-10	déc-10	▲ mens.	▲ en glisst annuel
Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)	102,59	103,87	103,63	104,35	0,7%	1,7%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

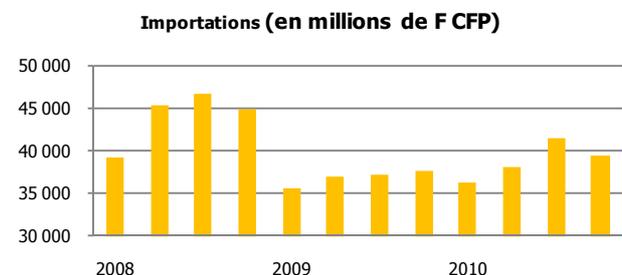


Source : Inspection du travail

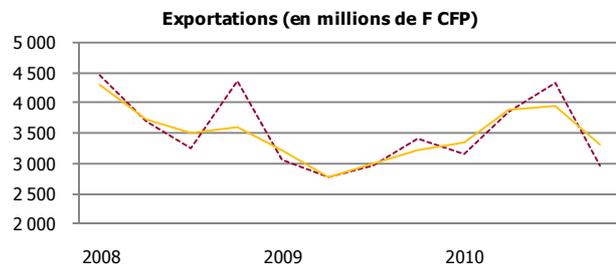
SALAIRES MENSUELS BRUTS

	déc-08	déc-09	déc-10	▲ en glisst annuel	
				2010/2009	2009/2008
Salaire minimum interprofessionnel garanti	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires du BTP - OP 1	161 182	166 050	166 050	0,0%	3,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF



Source : ISPF

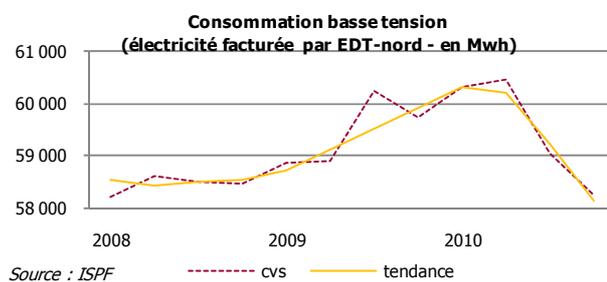
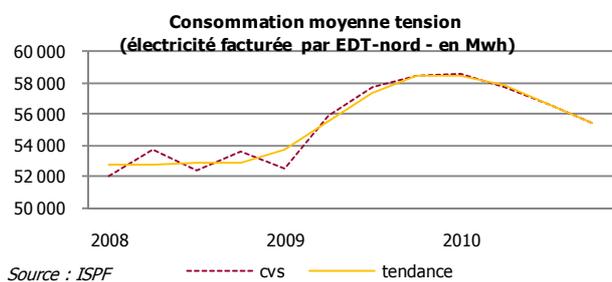
COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

	T4 09	T3 10	T4 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	37 503	41 353	39 514	155 334	-4,4%	5,4%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	5 448	3 647	4 836	13 868	32,6%	-11,2%
Taux de couverture	14,5%	8,8%	12,2%	8,9%	-	-

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie

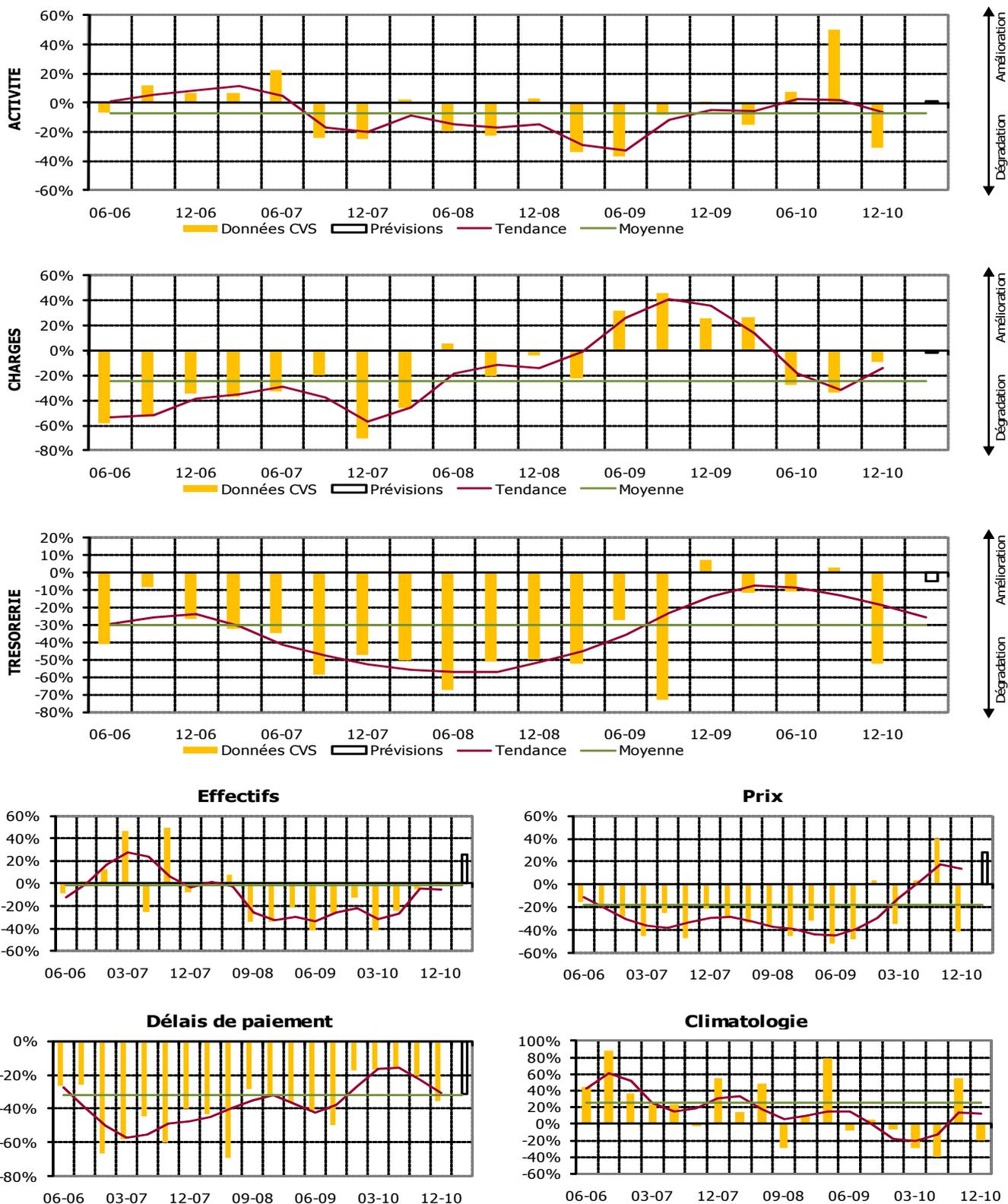


ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T4 09	T3 10	T4 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Electricité produite (en MWh)	146 645	132 860	140 458 ▲	273 318	5,7%	-4,2%
Electricité consommée (en MWh)	120 804	109 979	116 103 ▲	226 082	5,6%	-3,9%
Basse tension	59 321	56 551	57 782 ▲	114 333	2,2%	-2,6%
Moyenne tension	61 483	53 428	58 321 ▲	111 749	9,2%	-5,1%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

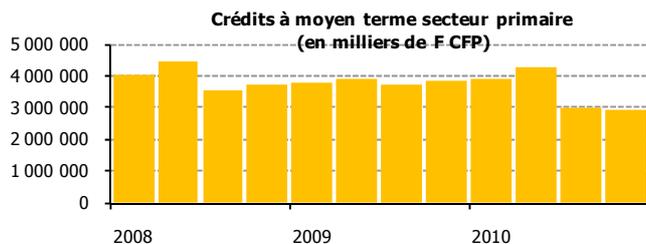
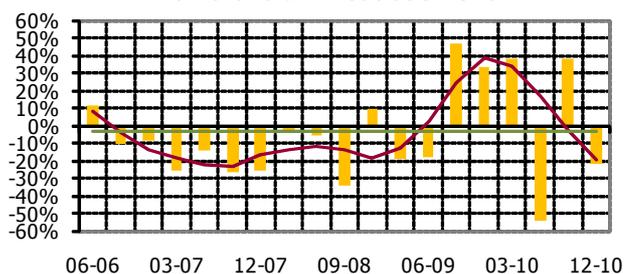
2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹ » Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS



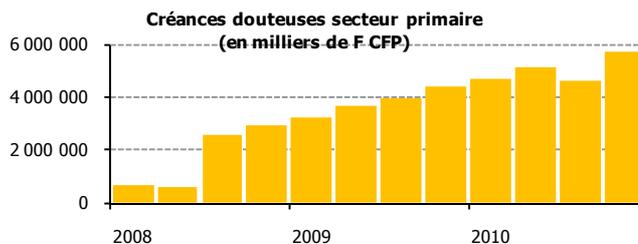
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 13 entreprises du secteur primaire dont 10 ayant répondu.

2.1 Secteur primaire

Prévisions d'investissement



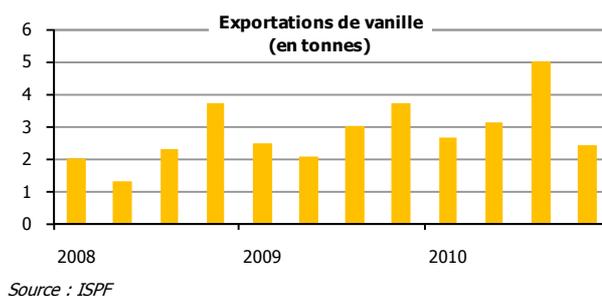
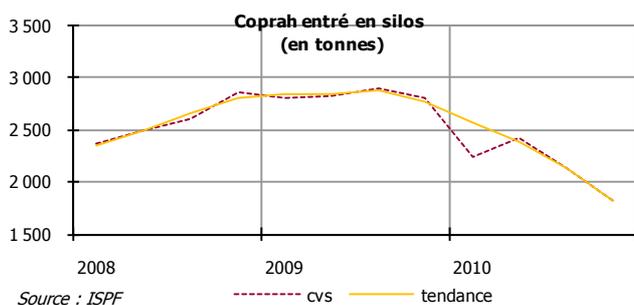
Source : IEOM - Service central des risques



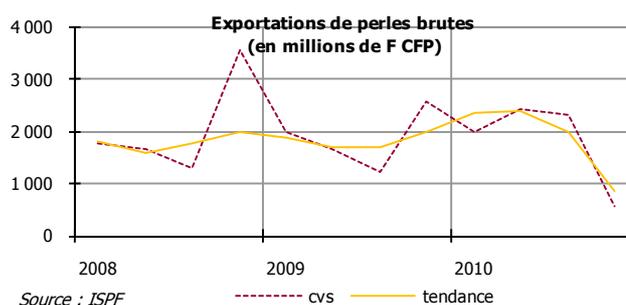
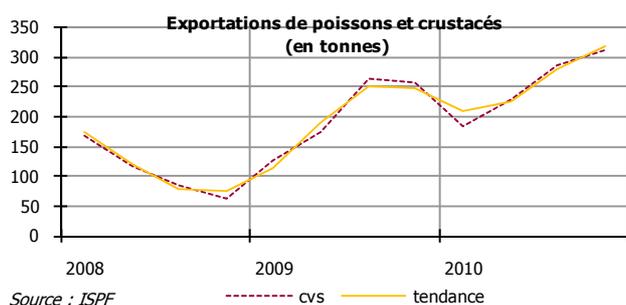
Source : IEOM - Service central des risques

PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T4 09	T3 10	T410	▲ en glisst trimestrielle	▲ en glisst annual
Coprah	2 386	2 368	2 028	-14,4%	-15,0%
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T4 09	T3 10	T410	▲ en glisst trimestrielle	▲ en glisst annual
Vanille	3,7	5,0	2,4	-51,1%	-33,9%
Perles	7,95	4,18	3,81	-8,9%	-52,1%
Poissons et crustacés	319	373	374	0,2%	17,4%

2.1.2 Agriculture



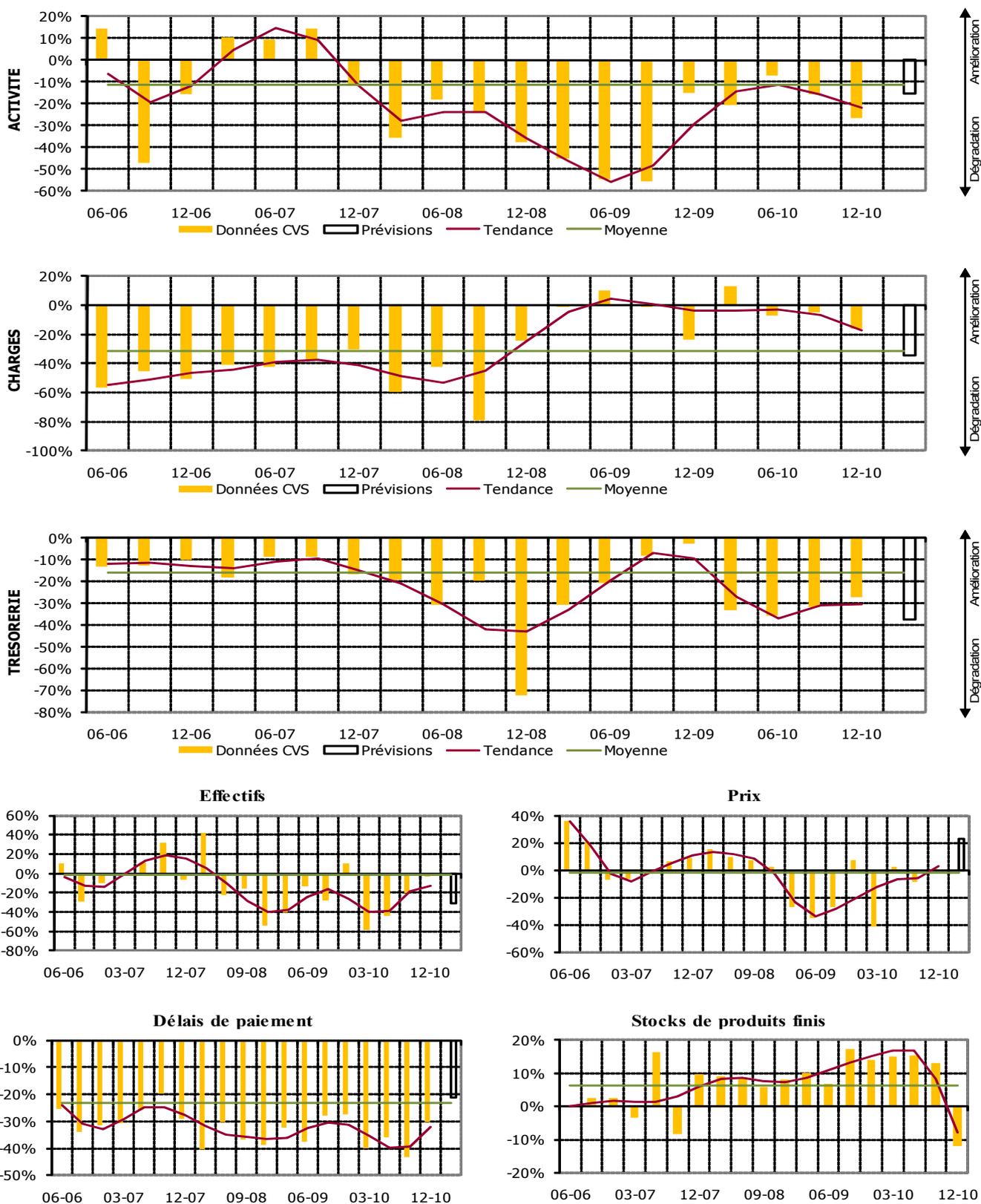
2.1.3 Pêche et perliculture



2. 2 Industrie

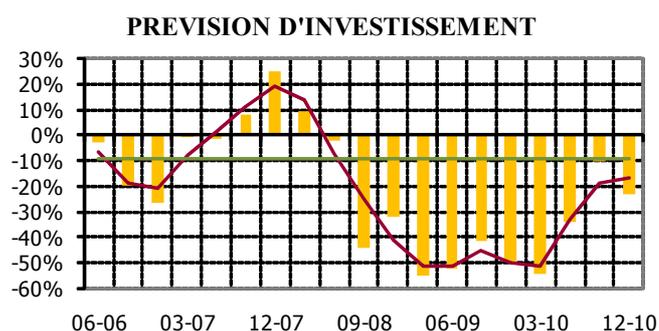
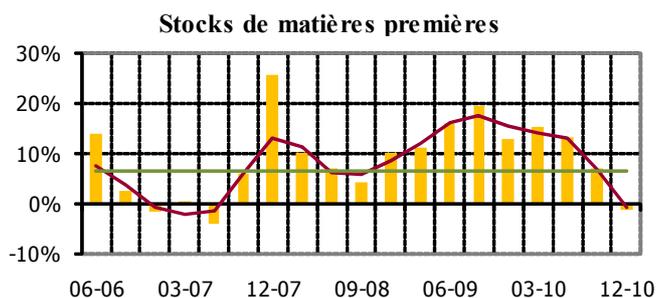
2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 40 entreprises du secteur agroalimentaire dont 32 ayant répondu.

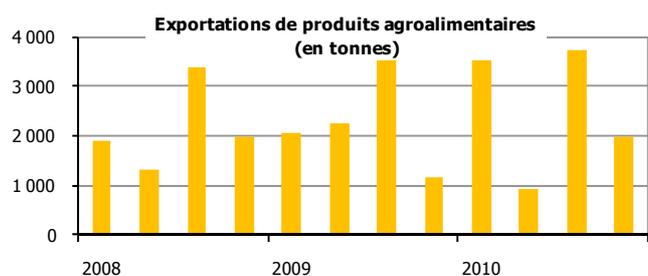
2.2 Industrie



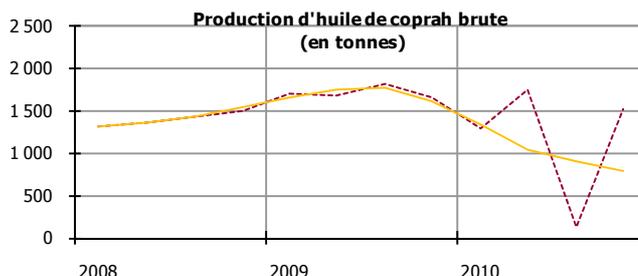
EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

	T4 09	T3 10	T410	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Produits alimentaires	1 183	3 731	1 986	-46,8%	67,9%
Nono (purée et jus)	671	615	615	0,0%	-8,3%

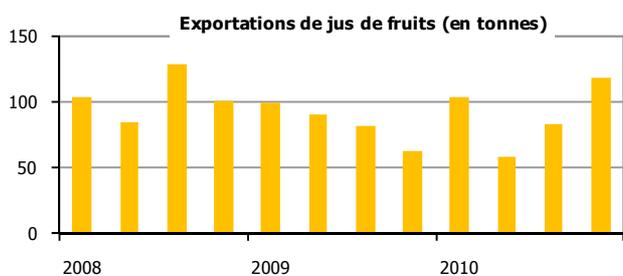


Source : ISPF

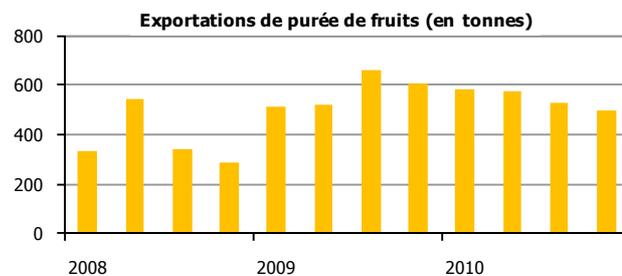


Source : ISPF

--- cvs — tendance



Source : ISPF

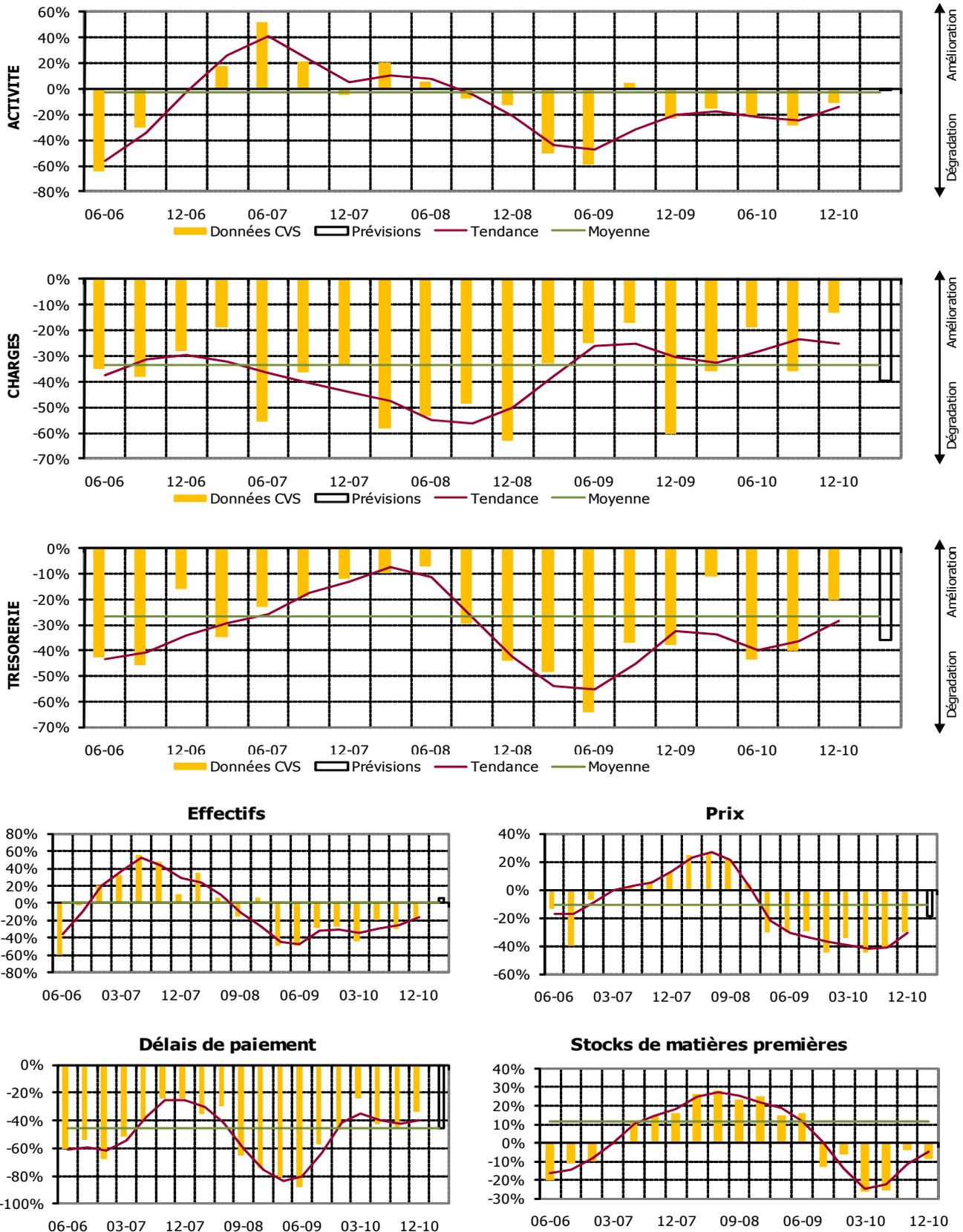


Source : ISPF

2.3 Bâtiment et travaux publics

2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics ¹»

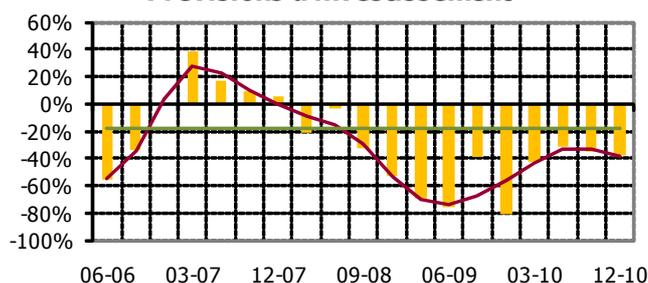
Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS



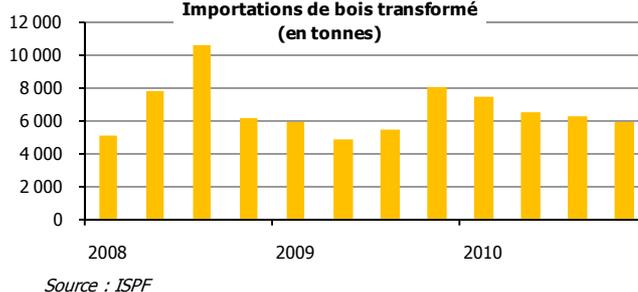
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises du secteur du BTP dont 24 ayant répondu.

2.3 Bâtiment et travaux publics

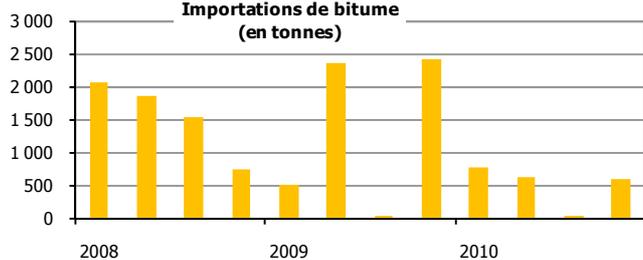
Prévisions d'investissement



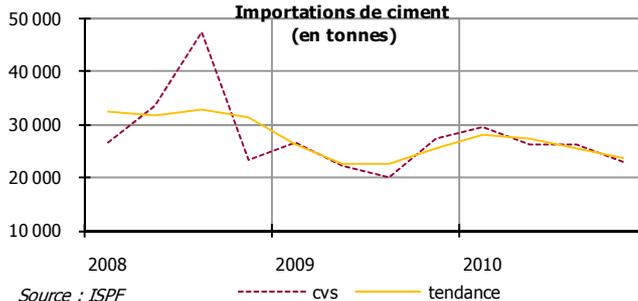
Importations de bois transformé (en tonnes)



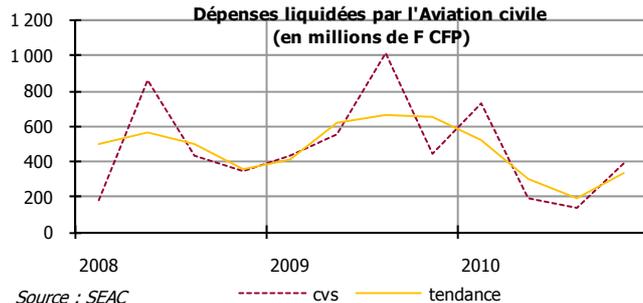
Importations de bitume (en tonnes)



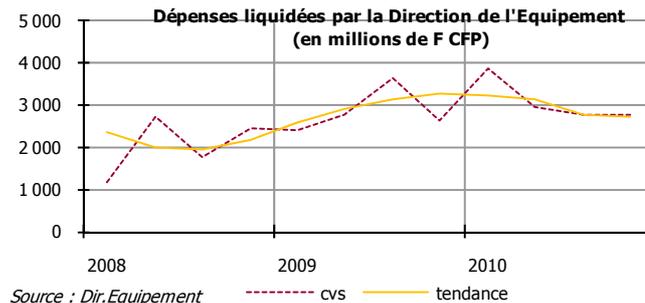
Importations de ciment (en tonnes)



Dépenses liquidées par l'Aviation civile (en millions de F CFP)



Dépenses liquidées par la Direction de l'Equipeement (en millions de F CFP)



IMPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

Ciment

	T4 09	T3 10	T410	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Ciment	36 756	24 365	31 071	27,5%	-15,5%

DEPENSES PUBLIQUES

en millions de F CFP

Dépenses de la Direction de l'équipement

Dépenses de l'enseignement

Dépenses du Service de l'aviation civile

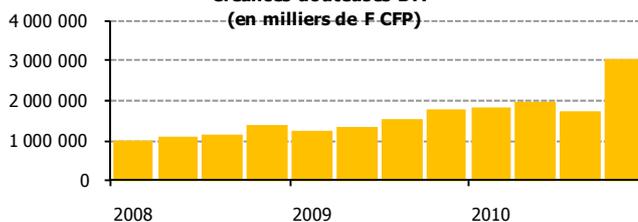
	T4 09	T3 10	T410	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Dépenses de la Direction de l'équipement	4 104	2 706	4 292	58,6%	4,6%
Dépenses de l'enseignement	252	127	324	154,8%	28,2%
Dépenses du Service de l'aviation civile	755	134	646	382,4%	-14,5%

Crédits à moyen terme BTP (en milliers de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses BTP (en milliers de F CFP)

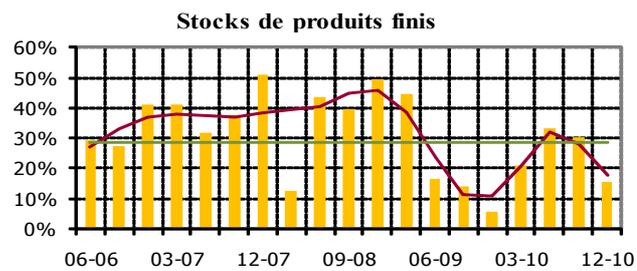
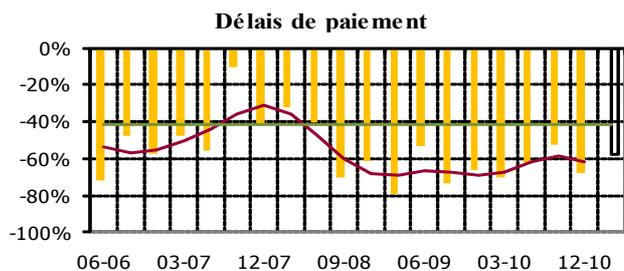
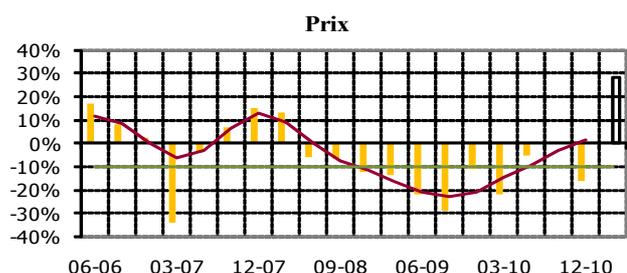
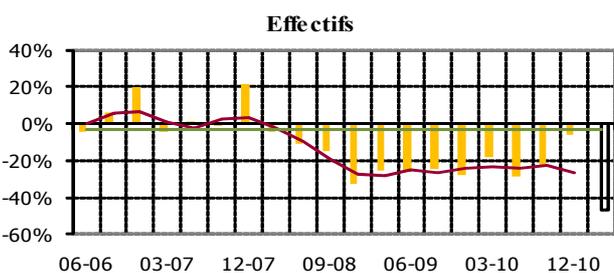
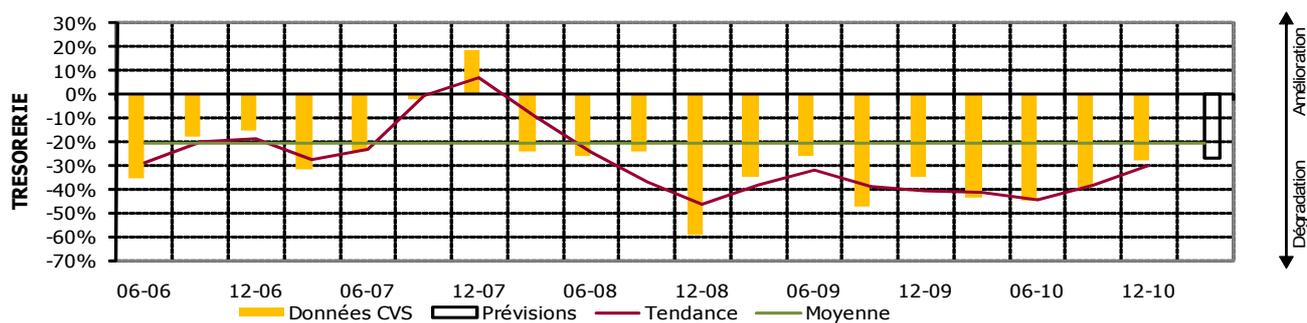
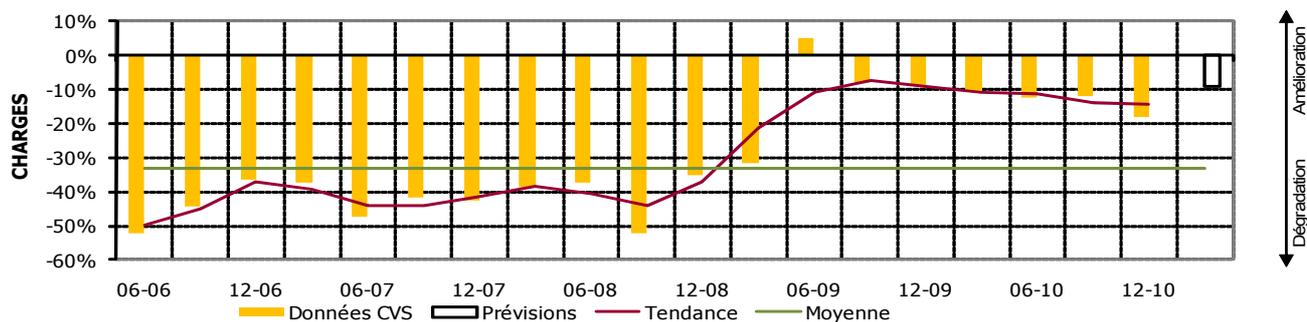
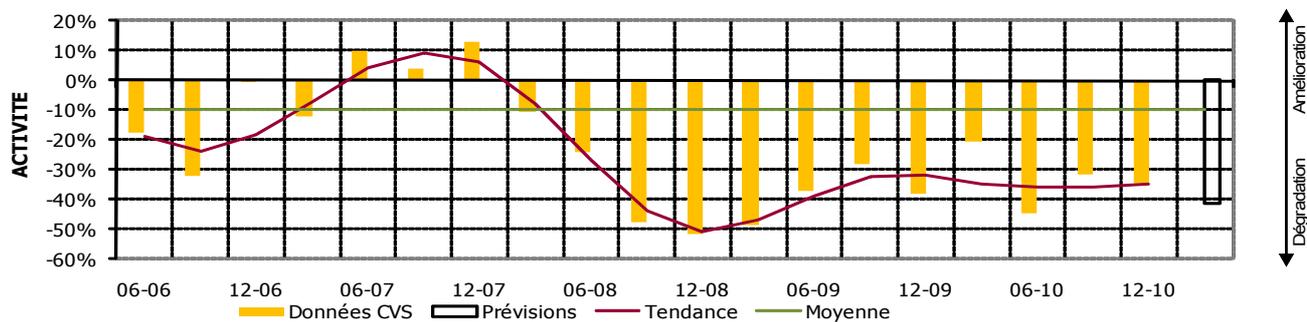


Source : IEOM - Service central des risques

2.4 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du commerce ¹»

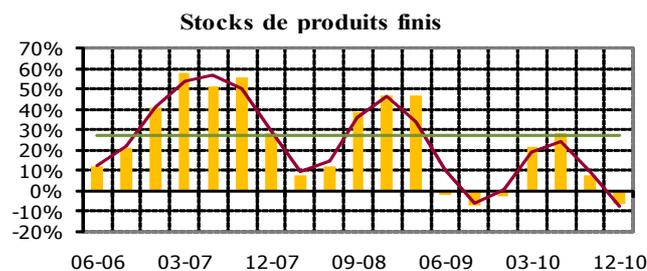
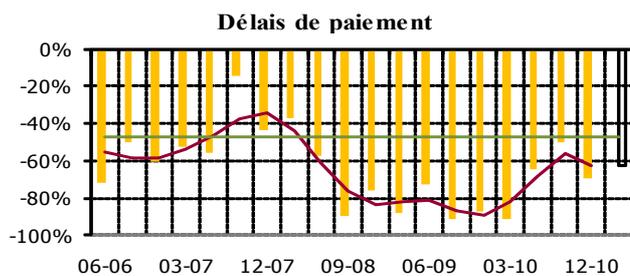
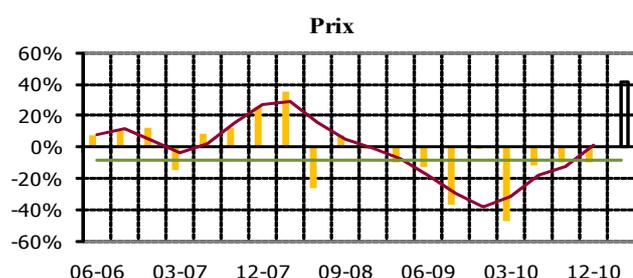
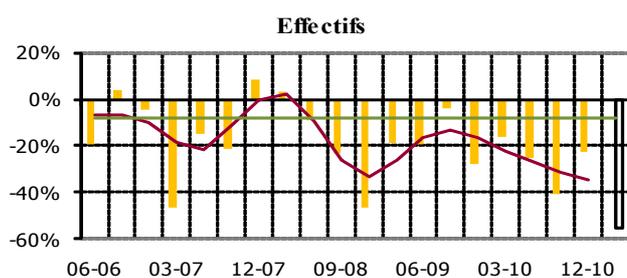
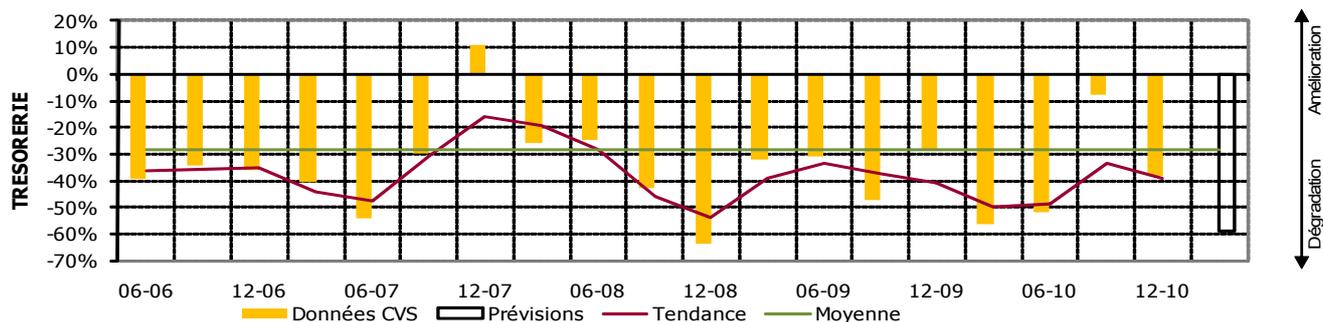
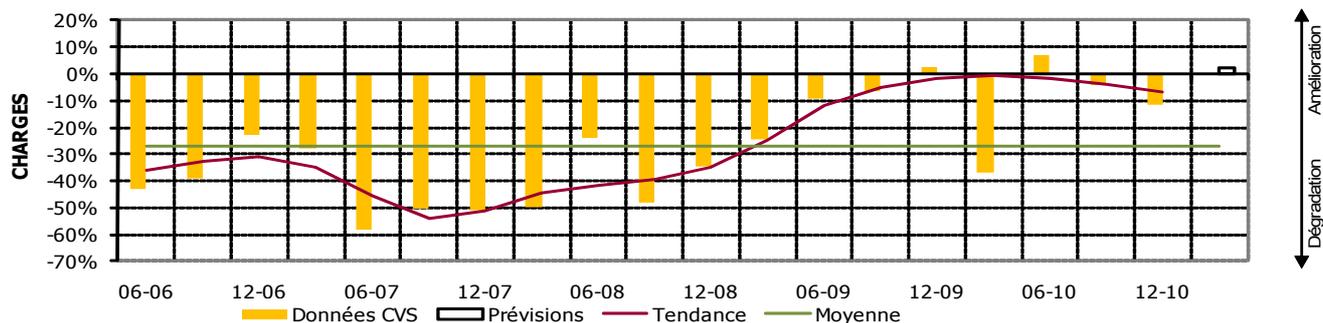
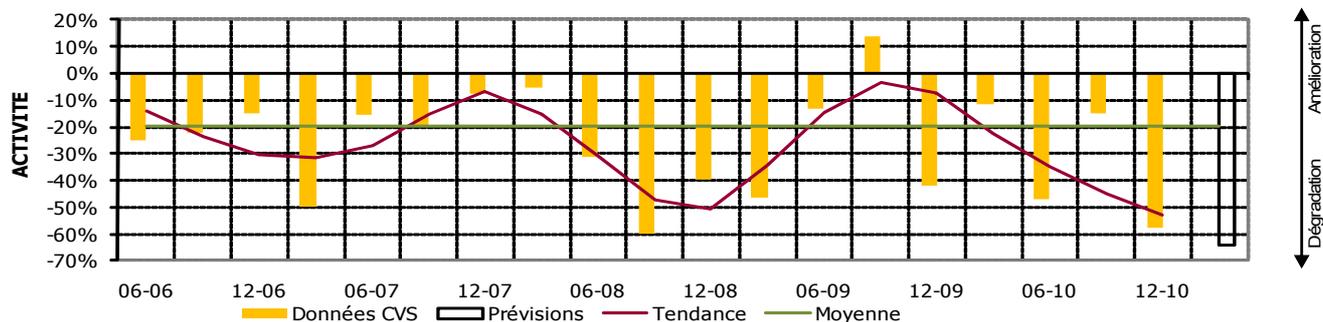
Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 52 entreprises du secteur du commerce dont 46 ayant répondu.

2.4 Commerce

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros ¹ » Soldes d'opinion au 31 décembre 2010- CVS

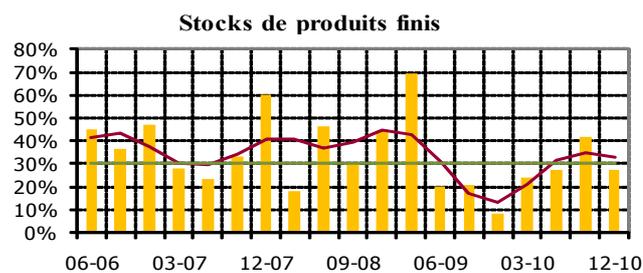
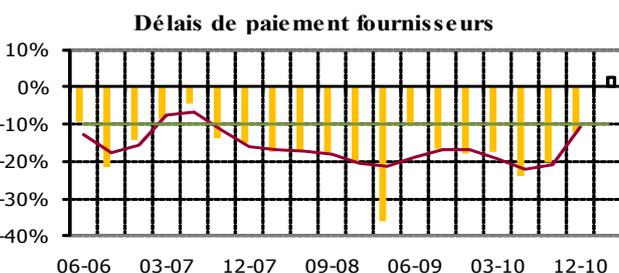
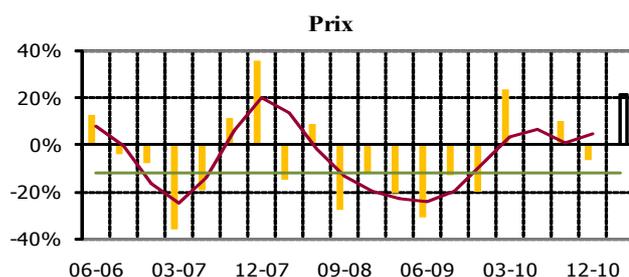
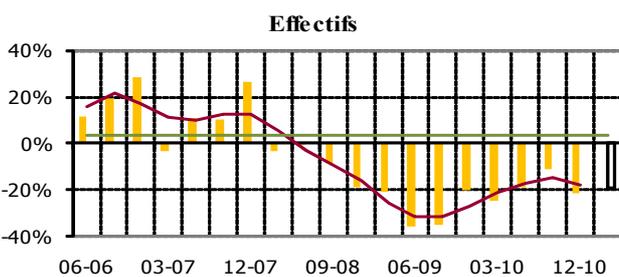
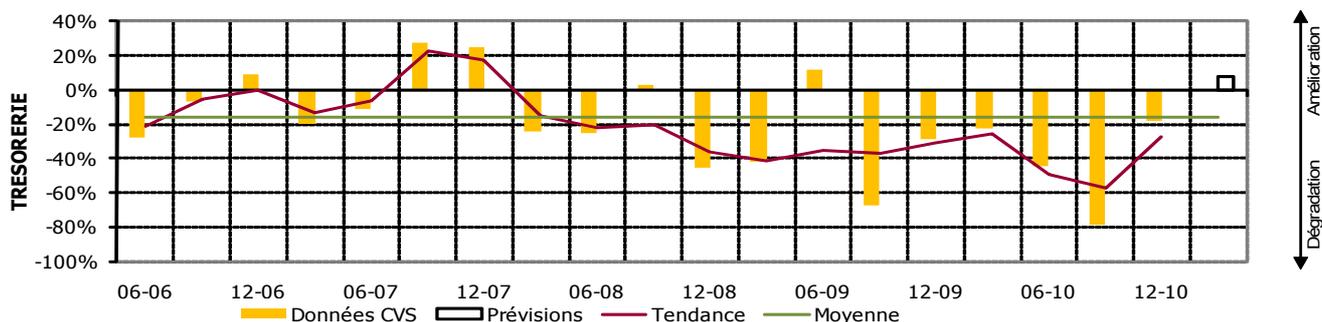
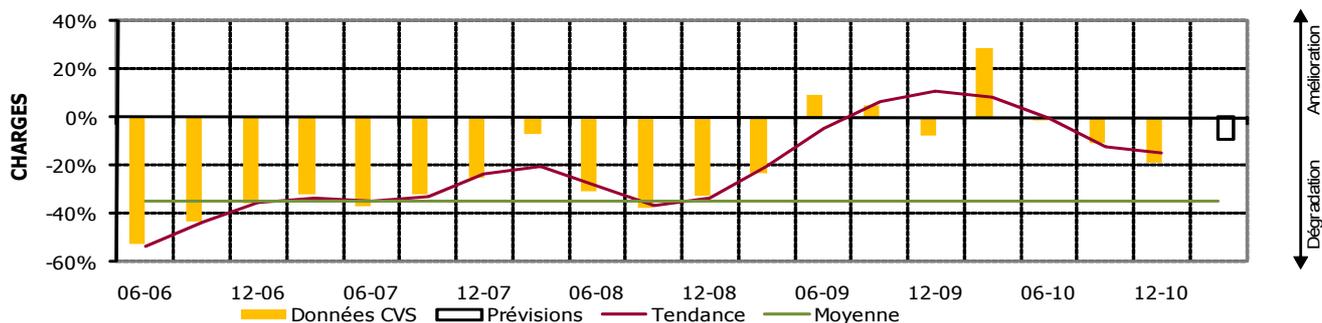
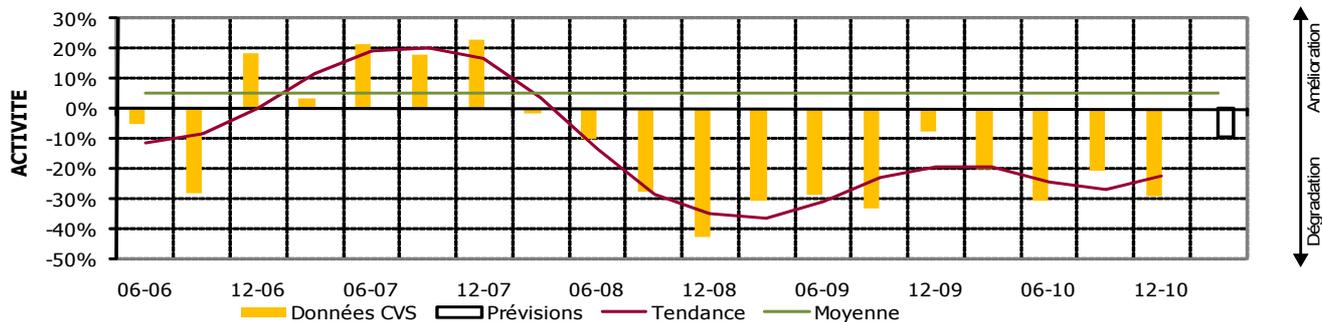


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur du commerce de gros dont 19 ayant répondu.

2.4 Commerce

2.5.3 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail ¹»

Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS

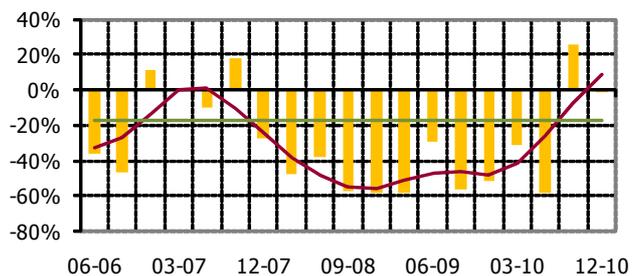


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises du commerce de détail dont 27 ayant répondu.

2.4 Commerce

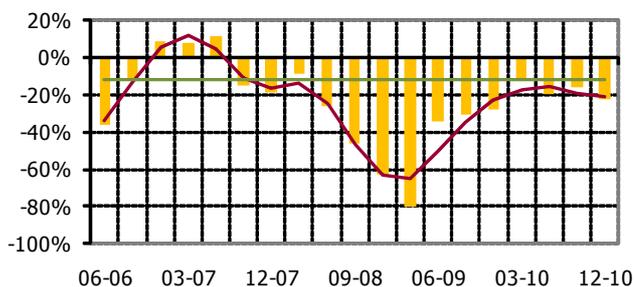
Commerce de gros

Prévisions d'investissement

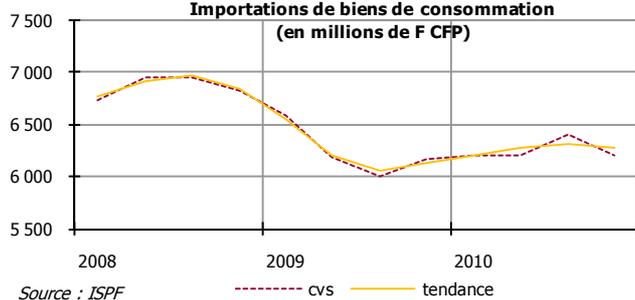


Commerce de détail

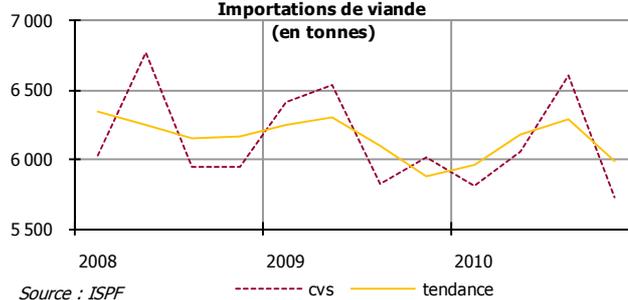
Prévisions d'investissement



Importations de biens de consommation (en millions de F CFP)



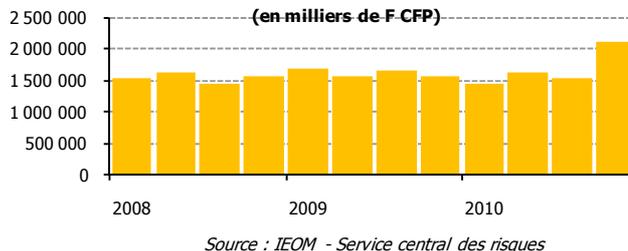
Importations de viande (en tonnes)



Crédits à moyen terme commerce (en milliers de F CFP)



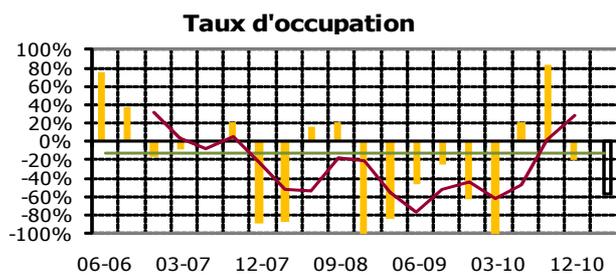
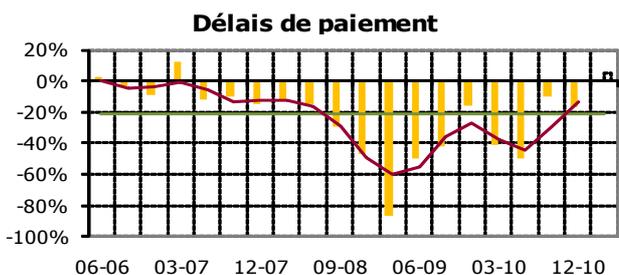
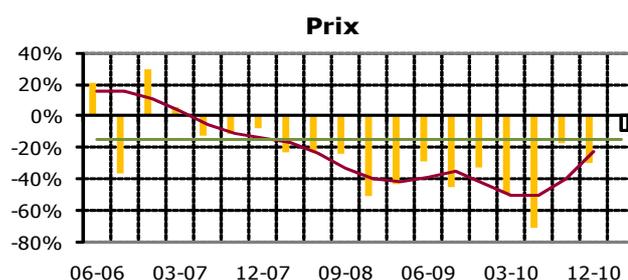
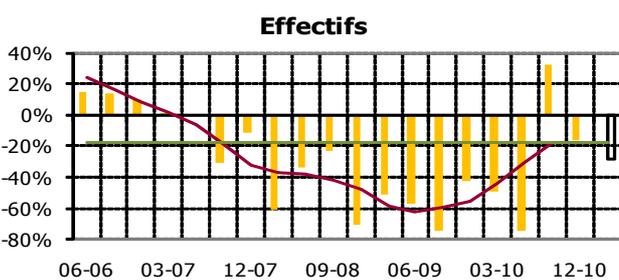
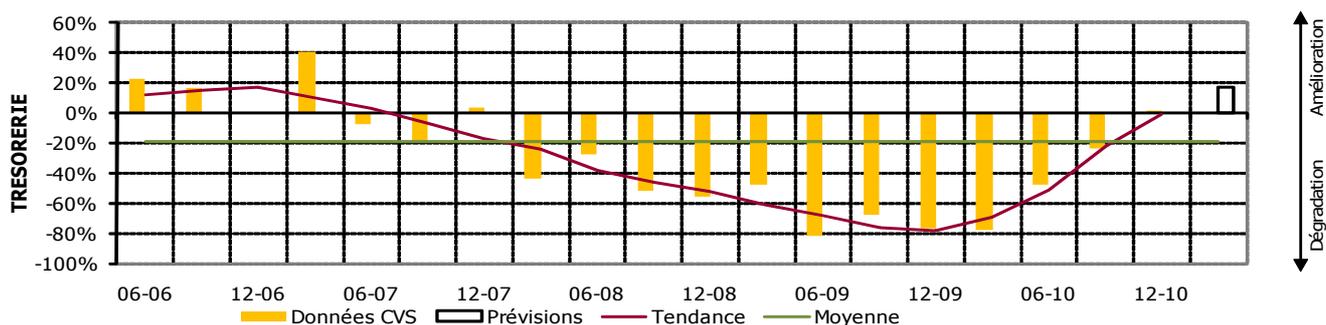
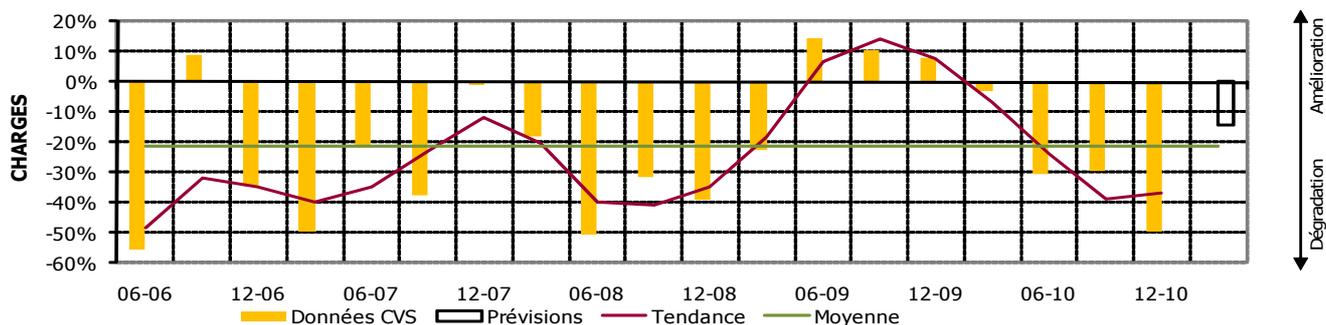
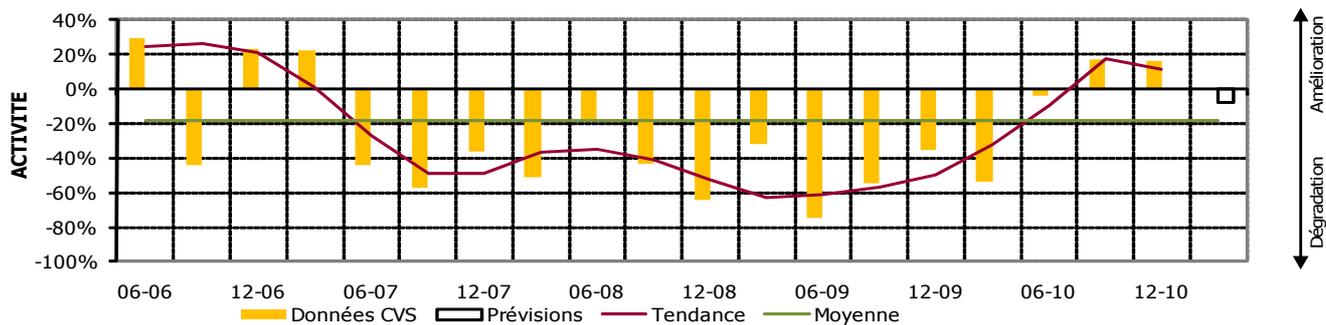
Créances douteuses commerce (en milliers de F CFP)



2.5 Hôtellerie - tourisme

2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme ¹»

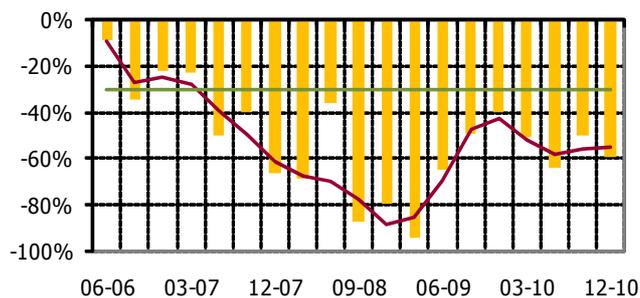
Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du tourisme dont 15 ayant répondu.

2.5 Hôtellerie - tourisme

Prévisions d'investissement



TRAFFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

(Source : SEAC)

Nombre de passagers

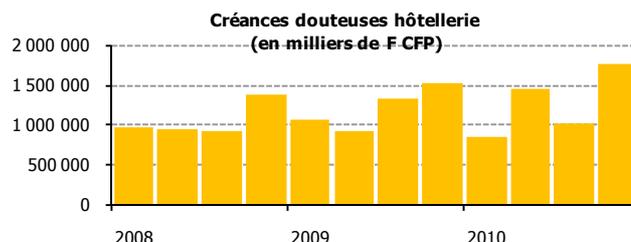
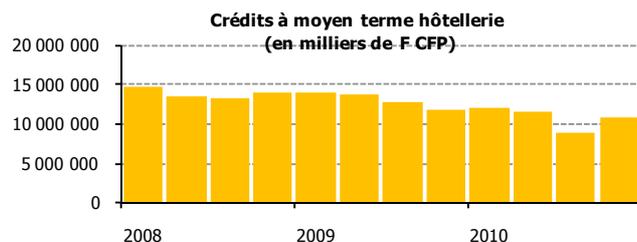
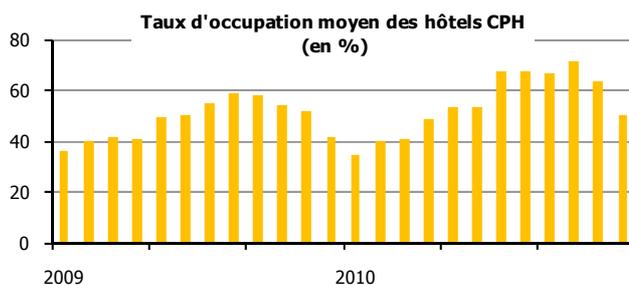
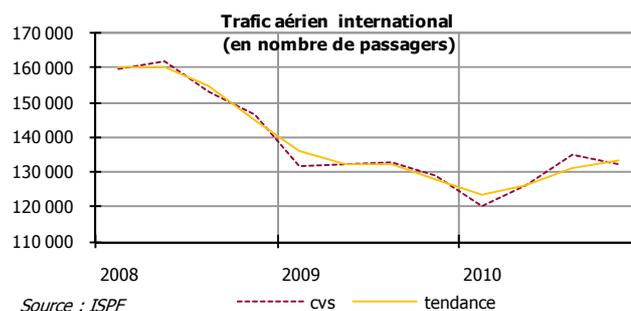
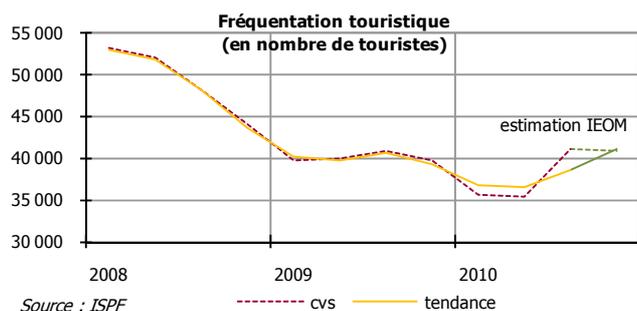
T4 09	T3 10	T4 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
131 056	157 383	134 541	-14,5%	2,7%

FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : ISPF)

Nombre de touristes

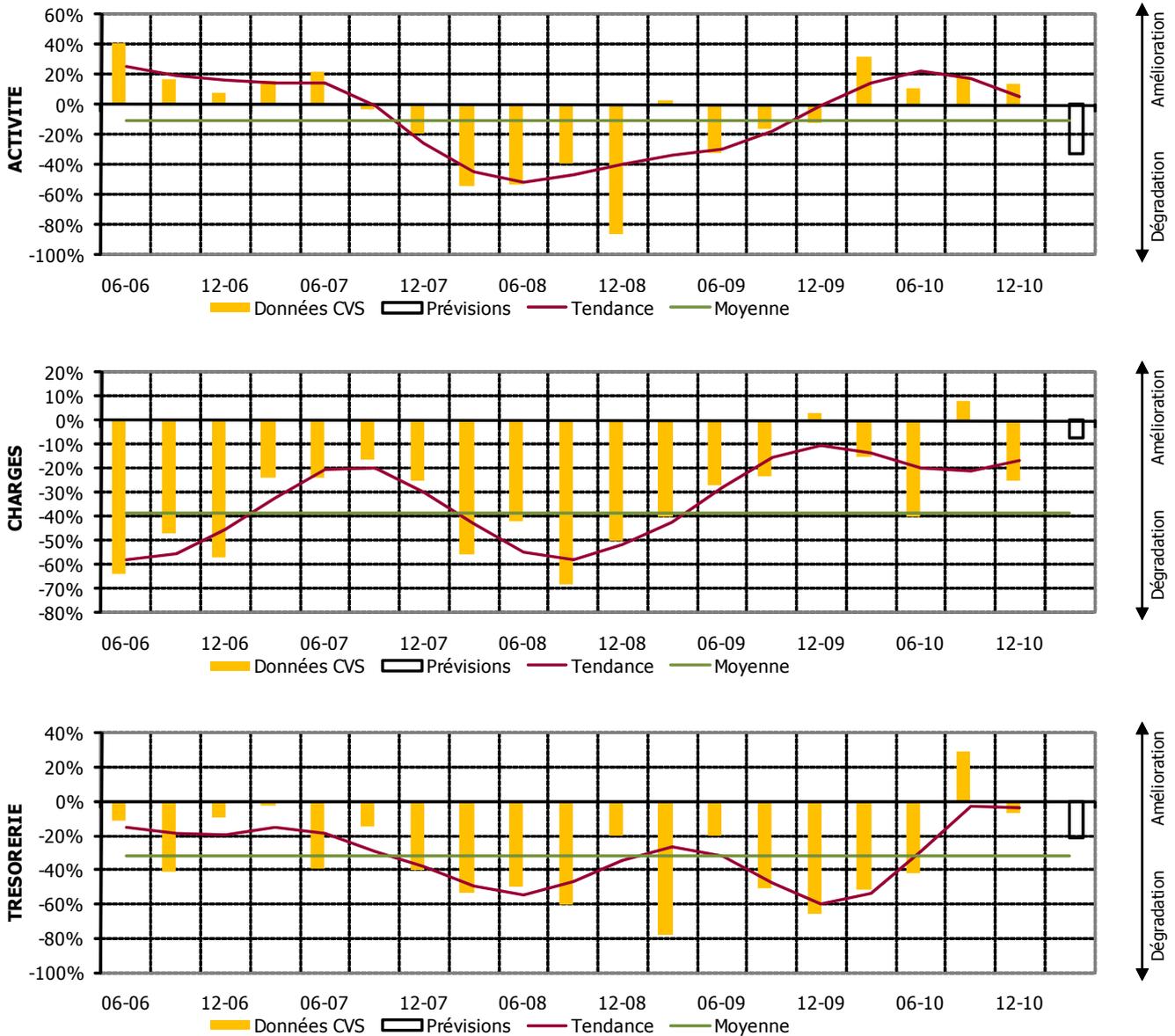
T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
47 549	33 915	48 037	41,6%	1,0%



2.6 Services marchands

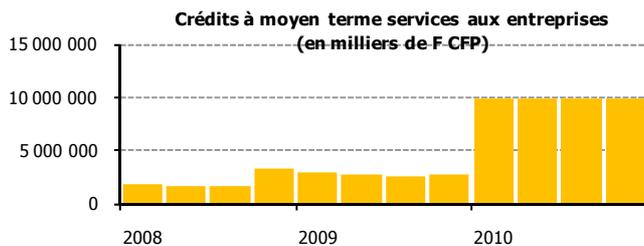
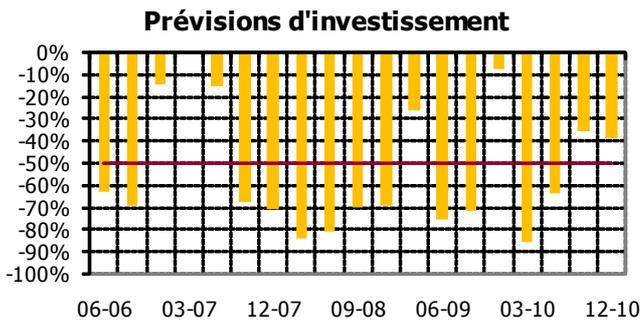
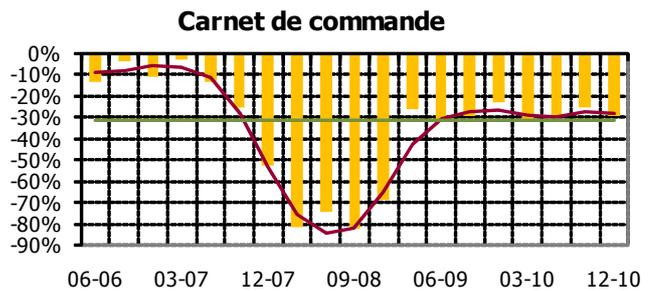
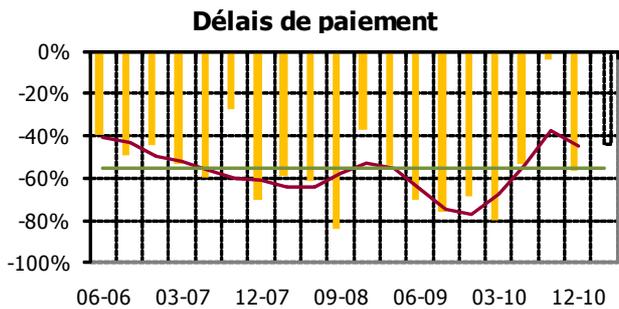
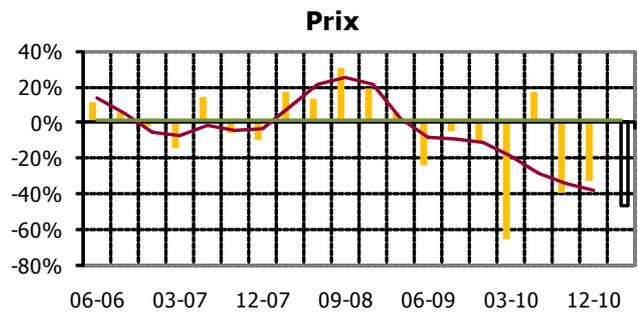
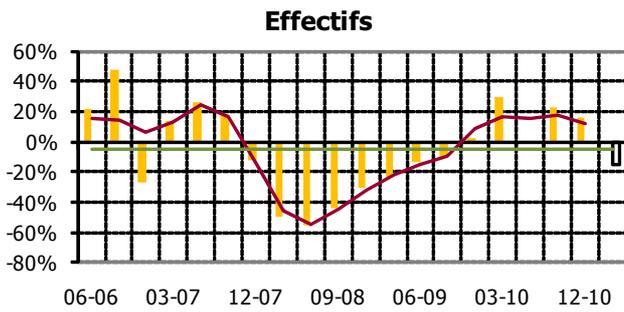
2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2010 – CVS

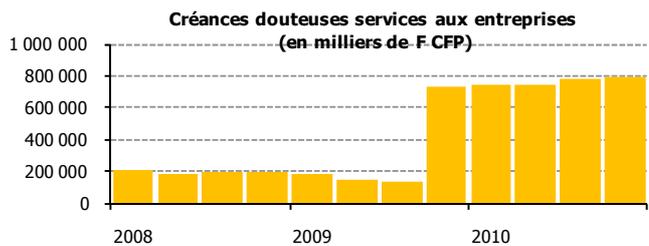


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 49 entreprises du secteur « services marchands » dont 42 ayant répondu.

2.6 Services marchands



Source : IEOM - Service central des risques



Source : IEOM - Service central des risques

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 2 mars 2011
Dépôt légal : mars 2011 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03